

# Déclaration d'enregistrement Installation de Stockage de Déchets Inertes (I.S.D.I.)



Etabli par	Vérifié par	Date	Objet de la révision
Thomas RODRIGUEZ	Fanny SZEWCZUK	14 Décembre 2018	1 <sup>ère</sup> déclaration

Préfecture de la Somme,  
Bureau de l'environnement et développement durable  
51 Rue de la République  
80000 Amiens

Amiens, le 14/12/2018

**Objet : Demande d'enregistrement d'une installation de stockage de déchets inertes sur la commune de Saisseval (80540)**

Monsieur le Préfet,

Je soussigné, Bruno De Colnet, agissant en qualité de Président de SDC De COLNET, dont le siège social est situé à la ZA chemin du grand Riez à Cagny (80330), de vous demander au titre de l'article R512-46-1 du Code de l'Environnement, l'enregistrement de l'Installation Classée pour la Protection de l'Environnement au lieu-dit « Le Romont », sur la commune de SAISSEVAL (80723), dans le département de la Somme :

**Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI)**, d'une capacité de 89 342m<sup>3</sup> et d'une superficie d'environ 16 094m<sup>2</sup>, nécessitant un enregistrement au titre de la rubrique 2760-3 de la nomenclature des ICPE, pour une durée de 6 ans.

Vous trouverez ci-joint à la présente demande d'enregistrement le dossier complet rédigé conformément aux articles R512-46-3 et R512-46-4 du code de l'Environnement.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet de la Somme, l'expression de ma haute considération.

Bruno De Colnet  
Président de SDC De Colnet

# SOMMAIRE

<b>SOMMAIRE</b>	<b>3</b>
<b>1. PRESENTATION DE LA DEMANDE</b>	<b>6</b>
1.1 INTITULE DU PROJET ET OBJET DE L'INSTALLATION	6
1.2 NOMENCLATURE DES ICPE ET SYNTHESE DE L'INSTALLATION PROJETÉE	7
1.2.1 Rappel réglementaire de modification du régime	7
1.2.2 Synthèse de l'installation projetée	8
1.3 CONTENU DE LA DECLARATION	9
<b>2. IDENTIFICATION DU DECLARANT</b>	<b>10</b>
2.1 FICHE IDENTIFICATION DE L'EXPLOITANT	10
2.2 CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES	11
2.2.1 Capacités Techniques	11
2.2.2 Capacités Financières	14
<b>3. PRESENTATION ET DESCRIPTIF DU SITE</b>	<b>15</b>
3.1 LOCALISATION GEOGRAPHIQUE DU SITE	15
3.2 IMPLANTATION CADASTRALE DU SITE	17
3.3 SITUATION ACTUELLE DU SITE	18
3.4 RESPECT DES PRESCRIPTIONS DES ACTIVITES PROJETEES	20
3.4 MODALITES D'EXPLOITATION	20
3.4.1. Accès au site & Horaires d'ouverture	20
3.4.2. Nature et origine des déchets admissibles sur site	22
3.4.3. Modalités d'acceptation des déchets	25
3.4.4. Modalités de la gestion des déchets	26
<b>4 DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT NATUREL</b>	<b>29</b>
4.1 PRESENTATION DES ABORDS DU SITE	29
4.2 CONTEXTE HYDROGEOLOGIQUE	32
4.3 CONTEXTE HYDROLOGIQUE	34
4.4 CONTEXTE GEOLOGIQUE	35
4.5 CONTEXTE CLIMATIQUE	36
4.5.1 Pluviométries	36
4.6 INTERACTION DU PROJET AVEC DES ZONAGES DE PROTECTION	37
4.7 COMPTABILITE DU PROJET AVEC LES DISPOSITIONS D'URBANISME	39
4.8 COMPTABILITE AVEC LE PLAN DE GESTION DES DECHETS	40

<b>5</b>	<b>ETUDE D'IMPACTS DE L'INSTALLATION</b>	<b>41</b>
5.1	IMPACT VISUEL	41
5.2	IMPACT SUR LES EMISSIONS SONORES	41
5.3	IMPACTS SUR L'EAU	42
5.4	IMPACTS SUR LES REJETS ATMOSPHERIQUES (pollution et poussières)	42
5.5	IMPACTS SUR LE TRAFFIC ROUTIER ET MESURES DE PREVENTION	43
5.6	POLLUTION ACCIDENTELLE	44
<b>6</b>	<b>ETUDE DES DANGERS</b>	<b>44</b>
6.1	RISQUES D'INCENDIE	44
6.2	MESURE D'HYGIENE, DE SECURITE ET D'ENVIRONNEMENT	45
6.3	RISQUES LIEES AUX ACTIVITES	45
6.4	ACCIDENTS LIES AUX TRANSPORTS	46
<b>7</b>	<b>ASPECTS REGLEMENTAIRES</b>	<b>47</b>

## FIGURES

Figure 1 : Plan du site à l'échelle 1/25 000.....	15
Figure 2 : Situation actuelle du site à l'échelle 1/2500 .....	16
Figure 3 : Localisation projet ISDI SDC De Colnet par rapport à l'ISDI Samog.....	16
Figure 4 : Plan cadastral du site à l'échelle d'origine 1/2000.....	17
Figure 5: Photo actuelle du site.....	18
Figure 6 : Plan des coupes .....	19
Figure 7 : Coupe AA' .....	19
Figure 8 : Coupe BB' .....	19
Figure 9 : Exemple de panneau de signalisation type sur site .....	21
Figure 10 : Exemple type du DAP .....	25
Figure 11 : Plan d'ensemble du projet .....	27
Figure 12 : Coupes transversales du projet d'ISDI.....	28
Figure 13 : Coupes longitudinales du projet .....	28
Figure 14 : Photo du site actuel.....	29
Figure 15 : Plan des abords au 100m - échelle 1/25 000 .....	30
Figure 16 : Plan des abords au 100m - échelle 1/300 .....	31
Figure 17 : carte des BSS avoisinant le site .....	33
Figure 18 : Carte du réseau hydrologique échelle 1/65000 .....	34
Figure 19 : Carte géologique de la Picardie.....	35
Figure 20 : Hauteurs moyennes mensuelles des précipitations (en mm) station d'Abbeville.....	36
Figure 21 Diagramme des précipitations moyennes annuelles (en mm) station d'Abbeville .....	37
Figure 22 : Accès des camions au site .....	43
Figure 23 : Notice d'utilisation des extincteurs du site .....	45

## ANNEXES

Annexe 1 : Accord de la commune.....	60
Annexe 2 : Convention entre le propriétaire et SDC De Colnet .....	62
Annexe 3 : Extrait du KBis 2018.....	67
Annexe 4: Carte du site à l'échelle 1/25 000.....	70
Annexe 5 : Localisation du site à l'échelle 1/50 000 .....	72
Annexe 6: Plan des abords du site .....	74
Annexe 7: Plan d'ensemble du site .....	76
Annexe 8 : Plan des abords au 100m - échelle 1/300 .....	78
Annexe 9 : Plan de cadastre de l'ISDI .....	80

# 1. PRESENTATION DE LA DEMANDE

## 1.1 INTITULE DU PROJET ET OBJET DE L'INSTALLATION

Le présent dossier concerne l'ouverture d'une Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI) pour la société De Colnet, ayant pour objet la demande d'enregistrement pour l'exploitation du site.

Pour répondre aux activités de travaux des agglomérations et à une production de déchets sur chantiers de plus en plus conséquente, la société SDC De Colnet se diversifie en se positionnant sur une activité de stockage, de recyclage et de valorisation des déchets.

La PME SDC De Colnet, via ses activités de terrassement, de VRD ou encore de démolition, utilise, produit et récupère ses déchets inertes de chantiers dans le but de les valoriser et les recycler pour une réutilisation sur les futurs chantiers.

Cependant, dans le processus de récupération des déchets inertes sur chantiers, il reste une part non valorisable conséquente et qui doit être évacuée vers une installation de stockage de déchets inertes (ISDI).

Dans le cadre d'une logique de protection de l'environnement, de lutte contre les décharges sauvages et de développement durable, l'entreprise SDC De Colnet, localisée dans le département de la Somme, a besoin de trouver des endroits de stockage adéquats pour poursuivre son activité.

C'est dans ce contexte que la société SDC De Colnet projette d'exploiter une Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI) sur la commune de Saisseval (80540), d'une capacité totale d'environ 89 342 m<sup>3</sup>.

Le site présenté dans ce projet permettra un stockage des déchets inertes sur une période de 6 ans à partir de déblais. Seuls les déchets de chantiers de type 17 05 04 (déchets inertes « terre et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses ») seront récupérés. Ils seront principalement issus des chantiers de la région.

A partir de ces déblais, le projet consiste à reprofiler le terrain naturel afin d'améliorer l'écoulement hydraulique des eaux de ruissellement ainsi que la culture agricole des terrains.

Une fois le remblaiement total réalisé, un régalage des terres végétales obtenues sera effectué dans le but d'une reprise rapide de la végétation pour réaménager l'exploitation en concordance avec le paysage local et permettre une réutilisation du site au propriétaire.

La parcelle de terrain voisine à la nôtre a déjà fait l'objet d'une demande d'enregistrement pour l'activité d'ISDI par l'entreprise SAMOG, cette demande a été validée par la DREAL. Les modalités d'exploitation de notre ISDI sont parfaitement accordées avec les leurs.

**Via le présent dossier d'enregistrement, l'entreprise SDC De Colnet – porteur du projet et futur exploitant de l'ISDI – souhaite procéder au dépôt d'un dossier de demande d'enregistrement relative à l'activité projetée de l'installation de stockage des déchets inertes.**

## 1.2 NOMENCLATURE DES ICPE ET SYNTHÈSE DE L'INSTALLATION PROJETÉE

### 1.2.1 Rappel réglementaire de modification du régime

Lors de la transposition de la directive 1999/31/CE, un régime d'autorisation spécifique avait été créé pour l'exploitation des installations de stockage de déchet inertes (ISDI) par l'article L. 541-30-1 du code de l'environnement et le décret n°2006-302 du 15 mars 2006. La demande d'exploitation faisait l'objet d'une déclaration en préfecture et une instruction par les services de la DDTM.

Ce régime a été créé en s'inspirant des procédures administratives demandées dans le cas des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) car les cibles à protéger restent les mêmes (environnement, personnes et biens).

Le décret du 12 décembre 2014 est venu mettre fin à ce régime spécial d'autorisation en créant une sous-rubrique au sein de la rubrique 2760 de la nomenclature ICPE relative aux ISDI. Ce décret est entré en application au 1<sup>er</sup> janvier 2015.

*La désignation de la rubrique et sa nomenclature est la suivante :*

NOMENCLATURE		ETABLISSEMENT	
Numéro de rubrique	Désignation de la rubrique	Identification des installations exprimées avec les unités des critères de classement	Régime
2760	3. Installation de stockage de déchets inertes	Installation de stockage de déchets inertes d'une capacité volumétrique de 89 342 m <sup>3</sup> environs, pour une capacité approximative de 150 000 tonnes.	Enregistrement

L'installation relèvera de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumise à enregistrement pour l'activité de stockage de déchets inertes sous la rubrique ICPE n°2760-3. Conformément aux dispositions des articles R. 512-46-1 à R. 512-46-7 du Code de l'environnement.

L'activité sera régulée par les prescriptions des arrêtés ministériels du 12 décembre 2014, relatifs aux ISDI.

**1.2.2 Synthèse de l'installation projetée**

<b>Exploitant</b>	SDC De Colnet, ZA de Cagny, Chemin du Grand Riez – 80330 CAGNY Téléphone : 03 22 46 64 64 - Fax : 03 22 46 64 63
<b>Localisation</b>	Lieu-dit « Le Romont », Saisseval – Parcelle cadastré section ZC N°32
<b>Durée d'exploitation</b>	6 ans
<b>Capacité totale</b>	De l'ordre de 89 342 m <sup>3</sup>
<b>Superficie totale</b>	16 094 m <sup>2</sup>
<b>Remise en état</b>	Le terrain sera remodelé et aménagé en prairie, cultures (Retour à son utilisation initiale)
<b>Nature des déchets</b>	Déchets inertes admissibles conformément aux annexes I & II de l'arrêté du 12/12/2014



## 1.3 CONTENU DE LA DECLARATION

Cet enregistrement est établi conformément au :

- Code de l'environnement – Partie réglementaire,  
Titre 1<sup>er</sup> – Installations classées pour la protection de l'environnement,  
Chapitre II : Installations soumises à autorisation, à enregistrement, ou à déclaration  
Section 2 : Installations soumises à enregistrement. Conformément aux articles :

✓ Article L.512-46-3

✓ Article R.512-46-4

Il concerne l'installation classée pour la protection de l'environnement soumise à enregistrement répertoriée dans le tableau présenté au chapitre suivant : **1.3 Tableau de classement des rubriques ICPE**, et associé au site présenté dans ce dossier.

Cet enregistrement comprend conformément au Code de l'environnement :

- Des cartes et plans (points 1 à 3 de l'article R.512-46-4) joints en annexes ;
  - 1° Une carte au 1/25 000 ou, à défaut, au 1/50 000 sur laquelle sera indiqué l'emplacement de l'installation projetée
  - 2° Un plan, à l'échelle de 1/2 500 au minimum, des abords de l'installation jusqu'à une distance qui est au moins égale à 100 mètres. Lorsque des distances d'éloignement sont prévues dans l'arrêté de prescriptions générales prévu à l'article L. 512-7, le plan au 1/2 500 doit couvrir ces distances augmentées de 100 mètres
  - 3° Un plan d'ensemble, à l'échelle de 1/200 au minimum, indiquant les dispositions projetées de l'installation ainsi que, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, l'affectation des constructions et terrains avoisinants, le tracé des réseaux enterrés existants, les canaux, plans d'eau et cours d'eau. Une échelle plus réduite peut, à la requête du pétitionnaire, être admise par l'administration
- Dans le cas d'une installation à implanter sur un site nouveau, la proposition sur le type d'usage futur du site lorsque l'installation sera mise à l'arrêt définitif ;
- Les capacités techniques et financières de l'exploitant ;
- Un document justifiant la compatibilité du projet d'installation avec les dispositions d'urbanisme ;
- Un document justifiant du respect des prescriptions générales applicables à l'installation ;
- Le cas échéant, l'évaluation des incidences Natura 2000, si le projet se situe dans une zone Natura 2000 ;
- Le cas échéant, les éléments permettant d'apprécier la compatibilité du projet avec certains plans, schémas et programmes (par exemple : SDAGE, plans déchets...) ;
- Le cas échéant, l'indication que l'emplacement de l'installation est situé dans un parc national, un parc naturel régional, une réserve naturelle, un parc naturel marin ou un site Natura 2000.
- De façon similaire au régime d'autorisation, la demande d'enregistrement est complétée le cas échéant par la demande de permis de construire ou la demande de défrichement conformément à l'article R.512-46-6.

## 2. IDENTIFICATION DU DECLARANT

### 2.1 FICHE IDENTIFICATION DE L'EXPLOITANT

La présente demande d'enregistrement est sollicitée par l'entreprise SDC De Colnet, voici le présent tableau exposant les renseignements administratifs et juridiques de la société :

- Raison sociale :	SDC De Colnet
- Forme juridique :	Société par actions simplifiée
- Immatriculation SIREN :	388 249 245
- Numéro de SIRET :	388 249 245 00035
- Activité (Code NAF ou APE) :	Travaux de terrassement courants et travaux préparatoires (4312A)
- Siège social :	80330 Cagny, Chemin du Grand Riez ZA
- Signataire :	Bruno DE COLNET Agissant en qualité de Président
- Téléphone :	03 22 46 64 64
- Fax :	03 22 46 64 63
- Dossier suivi par :	Thomas RODRIGUEZ Alternant RSE – thomasrodriguez.fra@gmail.com

*Un extrait K-Bis de la Société est joint en Annexe 3*

Les informations sur l'installation d'exploitation concernant sa localisation, ses modalités et ses capacités d'exploitation se situent dans la partie suivante de ce dossier.

## 2.2 CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES

L'entreprise SDC De Colnet, entreprise Amiénoise forte de ses 26 années d'expériences a su développer une vraie flotte d'engins conséquents pour répondre à ses besoins. Elle est spécialisée dans le secteur d'activité des travaux de terrassement courants, de VRD, de location d'engins et des travaux préparatoires. La SDC De Colnet répond également aujourd'hui à des besoins de désamiantage (Certifiée QUALIBAT 1552) et démolition (Certifiée QUALIBAT 1111) et intervient partout en Normandie, Haut de France et en région Parisienne. Son effectif est d'environ 50 salariés.

### 2.2.1 Capacités Techniques

*Les capacités matérielles*

LES ENGINES			
DUMPER	1	AUSA	D100
	1	WACKER	4001
MINI-PELLES	1	YANMAR	VIO 17
	3	YANMAR	SV 26
	1	YANMAR	VIO 33
	2	YANMAR	VIO 50
BOBCAT	1	BOBCAT	T190
ROULEAUX	1	AMMANN	ARX 26
TRACTOPELLES	1	VOLVO	BL71
	1	VOLVO	BL71+
PELLES HYDRAULIQUES SUR CHENILLES	2	DOOSAN	DX 235 LCR
	1	CASE	CX 210
	1	CASE	CX 210 (long bras)
PELLES HYDRAULIQUES A PNEUS	4	DOOSAN	DX 210
	1	DOOSAN	DX 140
	1	VOLVO	EW 140
	1	CASE	988
BULL POUSSEUR	1	CATERPILLAR	D6 LGP



LES EQUIPEMENTS			
MARTEAUX BRISE-ROCHES	1	ATLAS COPCO	EC50T
	1	SOOSAN	SB 30
	1	BRETEC	M17
	1	SILVER CLIP	36
	1	SILVER CLIP	12
	1	SILVER CLIP	16
PINCES DE TRI	1	ARDEN	
BROYEURS A BETONS - CISAILLE	1	OSA	BV20

LES POIDS LOURDS			
CAMION BENNE	1	RENAULT	8x4 AMPIROLE
	1	RENAULT	8x4 BIBENNE
PORTES ENGINES	1	SCANIA	



LES VEHICULES			
CAMION BENNE 3T5	3	RENAULT - PEUGEOT	MASCOTT
FOURGONS	3	RENAULT - PEUGEOT	MASTER
CAMIONNETTES	20	PEUGEOT	PARTNER

MATERIEL ATELIER POUR REPARATION			
FOURGON EQUIPE DEPANNAGE SUR CHANTIER	1	PERCEUSES SANS FIL	1
COMPRESSEUR	1	CLEFS DYNAMOMETRIQUE	1
CRIC DE FOSSE	1	STATION DE GRESSAGE EQUIPEE D'UN DISTRIBUTEUR D'HUILE ET GRAISSE	1
CLEFS A CHOCS	2		
PERCEUSES ELECTRIQUES	1	GROUPE ELECTROGENE	1
PALAN	1	PRESSE ATELIER	1
STATION DE LAVAGE	1	CRIC PNEUMATIQUE	1
MEULEUSES	4	GROUPE SOUDAGE	1

PETIT MATERIEL DE CHANTIER			
TRONCONNEUSES	1	MARTEAUX PIQUEURS	1
DECOUPEUSE	6	CLOTURE DE CHANTIER HERAS	40
PLAQUE VIBRANTE	6		

*Les capacités Humaines*

La SDC De Colnet possède un effectif d'une cinquantaine de personnes qui se décompose de la façon suivante :

- 1 Président
- 1 assistante administrative
- 1 comptable
- 1 chargé de planning
- 1 chargé d'études
- 1 chargé d'études alternant RSE
- 2 conducteurs de travaux
- 2 chefs de chantier
- 3 chefs d'équipe
- 2 maçons VRD
- 3 mécaniciens
- 2 chauffeurs de camion
- 12 conducteurs de pelle
- 5 chauffeurs de tracto-benne
- 3 conducteurs de tractopelle
- 6 manœuvres

Pour le pôle désamiantage, l'effectif se décompose de la façon suivante :

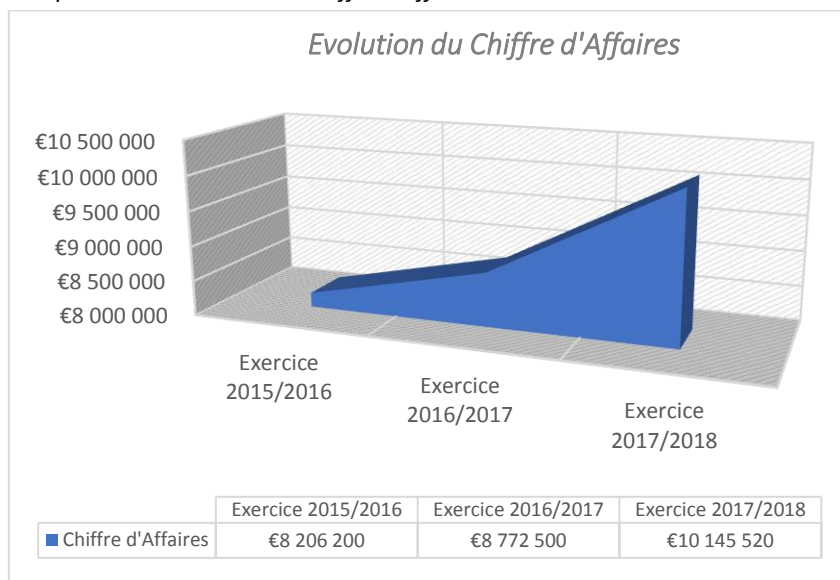
- 1 Responsable Technique
- 1 Responsable commercial et développement
- 2 Encadrants de Chantier
- 4 Opérateurs Amiante

Dans le cadre d'une croissance d'activité ponctuelle, l'entreprise fait régulièrement appel à du personnel intérimaire, qualifié ou manœuvre, afin d'assurer les engagements pris auprès de ses clients.

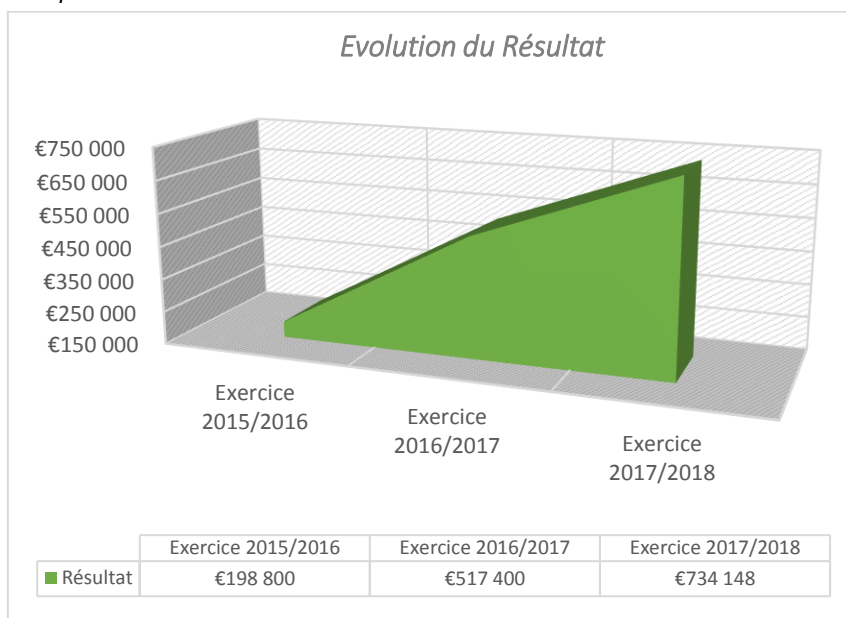
## 2.2.2 Capacités Financières

La SDC De Colnet jouit d'une bonne situation financière, la croissance de la trésorerie d'exploitation permet donc de financer de nouveaux projets de valorisation de matériaux.

Le graphique suivant présente l'évolution du chiffre d'affaires de 2015 à 2018 :



Le graphique suivant présente l'évolution du résultat de SDC De Colnet de 2015 à 2018 :





### 3. PRESENTATION ET DESCRIPTIF DU SITE

#### 3.1 LOCALISATION GEOGRAPHIQUE DU SITE

Le projet est situé sur la commune de Saisseval, commune rurale du département de la Somme, à environs 15km à l'Ouest d'Amiens, 40km d'Abbeville, et 65km de Beauvais. Localement, le site est situé à la périphérie Nord-Ouest de la commune de Saisseval, dans le lieu-dit nommé « Le Romont ».



Figure 1 : Plan du site à l'échelle 1/25 000

Le projet s'établit dans une plaine à dominance rurale, avec dans l'environnement proche :

- Des parcelles agricoles cultivées autour du site.
- La route Départementale D121 reliant Fourdrinoy à Breilly située à 800m au Nord-Ouest du site.
- La ferme du « Romont » à 500m à l'Est.
- Le hameau de Saissemont à 1,7km au Sud et la commune de Fourdrinoy à 1,4km à l'Ouest.
- Le bois du « Romont » en bordure Est du site.
- L'ISDI SAMOG (Voir figure 3)

Le site est donc isolé au milieu des champs agricoles et n'impactera pas le confort des citoyens.

Par ailleurs, on soulignera ici également le fait que les habitations les plus proches sont localisées à environs 500m à l'Est du site, sur la commune de Saisseval, à la ferme du « Romont ».

La ferme du « Romont » sert d'exploitation agricole de culture de céréales, de légumineuses et de graines oléagineuses.





Figure 2 : Situation actuelle du site à l'échelle 1/2500



Figure 3 : Localisation projet ISDI SDC De Colnet par rapport à l'ISDI Samog



### 3.2 IMPLANTATION CADASTRALE DU SITE

La parcelle concernée par le projet, d'une superficie totale de 350 725 m<sup>2</sup>, est référencée au cadastre de Saisseval, Section ZC n°32. Mr VAN DEN BOSSCHE, résidant à la ferme du Romont – 80540 Saisseval, est le propriétaire de la parcelle. Son accord sur ce projet est présenté en annexe 1.

La zone concernée par le stockage des déchets inertes porte sur une partie de la zone dédiée à l'ISDI, sur environ 16 094 m<sup>2</sup> disponibles. Pour rappel, l'emprise du projet indique le périmètre ICPE de l'installation et non la zone dédiée au stockage des déchets inertes, qui conformément à l'article 6 de l'arrêté du 12 décembre 2014 est implantée à 10 mètres des limites de site, ou de tout type de réseaux et d'habitations.

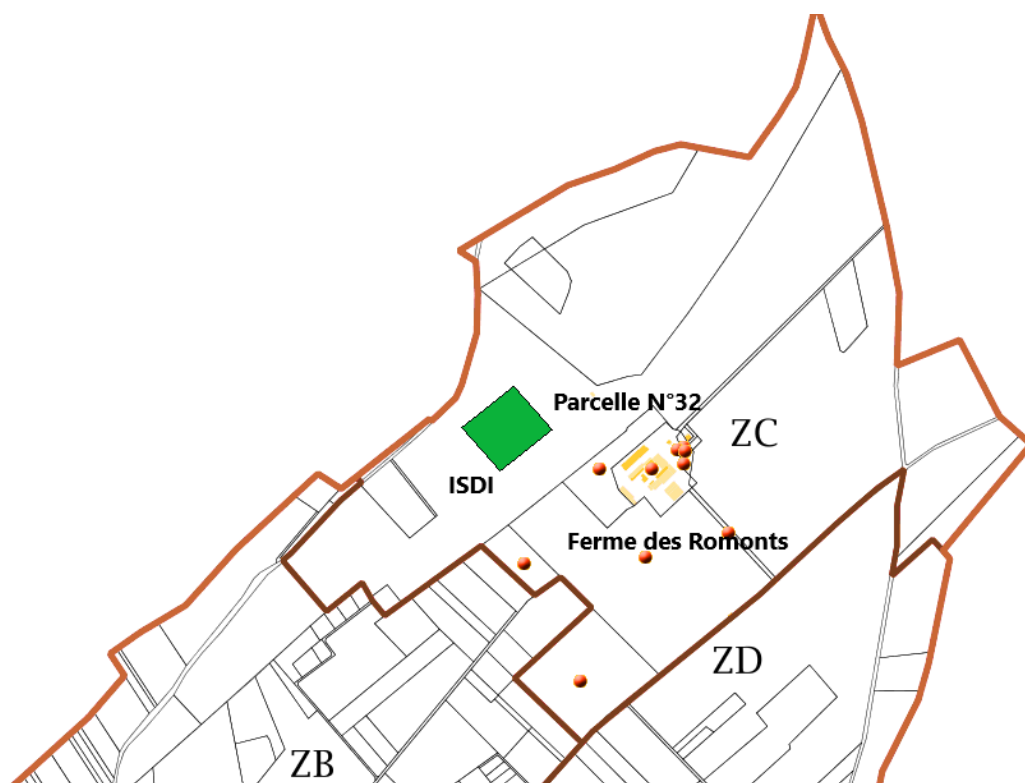


Figure 4 : Plan cadastral du site à l'échelle d'origine 1/2000

Emplacement cadastrale	Superficie totale de la parcelle (m <sup>2</sup> )	Emprise du site de l'ISDI (m <sup>2</sup> )
Section ZC, parcelle n°32	350 725	16 094

### 3.3 SITUATION ACTUELLE DU SITE

Le site du projet est entouré de parcelles agricoles, majoritairement des plantations de blé tendre, de colza, de maïs et de protéagineux. Des parcelles occupées par des prairies permanentes à destination de l'élevage et des parcelles boisées sont limitrophes du site.



*Figure 5: Photo actuelle du site*

Actuellement, le site est constitué d'une végétation type prairie ; la partie supérieure de la parcelle occupée par des cultures n'est pas concernée par le projet. Le reprofilage du terrain facilitera à terme les cultures sur cette zone.

La topographie y est plus marquée notamment dans le fond de la vallée, avec des pentes du Nord-Ouest vers le Sud-Est (Coupes AA' et BB' – figures 7 & 8)



Figure 6 : Plan des coupes

## Profil altimétrique AA'

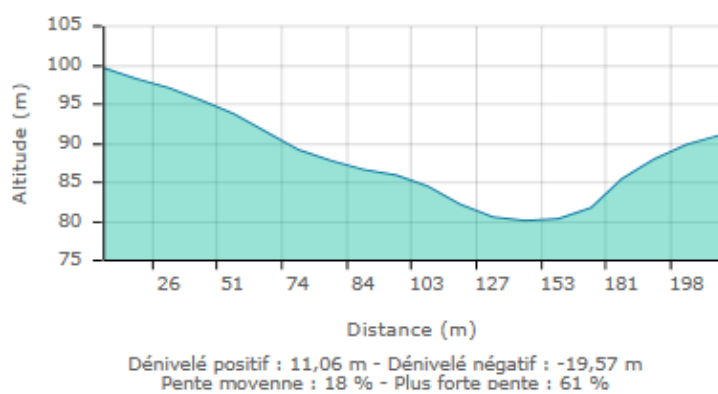


Figure 7 : Coupe AA'

## Profil altimétrique BB'

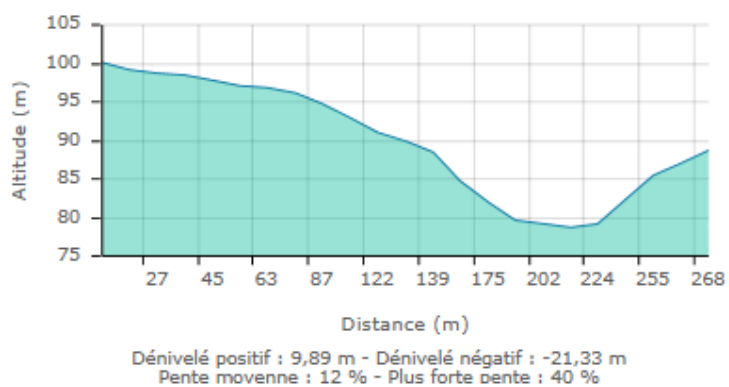


Figure 8 : Coupe BB'



### 3.4 RESPECT DES PRESCRIPTIONS DES ACTIVITES PROJETEES

L'exploitation du site sera dirigée par la société SDC De Colnet.

L'activité du site sera conforme vis-à-vis de l'arrêté ministériel de prescriptions générales (AMPG) du 12/12/2014. Elle respectera les prescriptions relatives aux installations du régime de l'enregistrement, relevant de la rubrique n°2760 de la nomenclature des ICPE, et notamment :

- Une distance d'éloignement de 10 mètres des constructions à usage d'habitation, des établissements destinés à recevoir des personnes, du public et des zones destinées à l'habitation, des captages d'eau ;
- Une distance d'éloignement de 10 mètres des voies d'eau, voies ferrées ou voies de communication routières ;
- Une absence de réseau enterré, de cours d'eau au droit de la zone concernée par les opérations de remblaiement ;
- Une distance de 10 mètres par rapport aux limites du site.

L'ISDI projetée regroupera également :

- Mise en place d'une clôture autour de l'ISDI ainsi qu'un portail d'accès verrouillable à l'entrée ;
- Un dispositif d'enregistrement des tonnages entrants ;
- Un bâtiment modulaire d'accueil équipé de matériels de secours et extincteur ;
- Une zone de stockage de matériaux inertes non valorisables.

Les modalités d'exploitation et de réaménagement du site sont détaillées dans le chapitre 3.4 du présent dossier.

### 3.4 MODALITES D'EXPLOITATION

#### 3.4.1. Accès au site & Horaires d'ouverture

Une seule personne de la société SDC De Colnet sera affectée au fonctionnement de l'activité.

Les heures de fonctionnement du site, avec présence constante du personnel, sont définies sur la plage horaire suivante :

Jours	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi
Horaires	7h30 – 17h	7h30 – 17h	7h30 – 17h	7h30 – 17h	7h30 – 17h

Un accès principal et unique sera aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage exceptionnel. L'unique portail d'entrée au site sera fermé à clé en dehors des heures d'ouverture, les limitations du site seront clôturées.

L'accès des camions au site s'effectuera directement via la Route Départementale RD 121 et le chemin communal n°9. Un chemin d'accès rural aux parcelles en culture complètera le cheminement des matériaux au site.

L'accès au site sera interdit à toute personne étrangère à l'exploitation. Le site affichera à son entrée sur panneau « accès sera interdit à toute personne étrangère à l'exploitation ».

Dès le démarrage de l'exploitation, l'entreprise SDC De Colnet apposera un autre panneau d'affichage à l'entrée avec :


- L'identification de l'installation,
- Le numéro et la date de l'arrêté préfectoral d'enregistrement,
- Les coordonnées de SDC De Colnet,
- Les jours et heures d'ouverture,
- Les types de déchets admissibles,
- Le numéro de téléphone de la gendarmerie ou de la police et des services départements d'incendie et de secours.


**INSTALLATION DE STOCKAGE DE DECHETS**


INERTES

Site soumis à l'arrêté préfectoral d'exploitation du 28 novembre 2012

INTERDICTION D'ACCES A TOUTE PERSONNE NON AUTORISÉE








INTERDICTION DE FUMER

LE BRULAGE DE DÉCHETS

EST STRICTEMENT INTERDIT

IL EST INTERDIT DE DEPOSER DES DÉCHETS EN DEHORS

DES HORAIRES D'OUVERTURE DU SITE



Chemin du grand Riez - 80330 CAGNY

Téléphone 03 22 46 64 64 / Fax 03 22 46 64 63

<https://sdc-decolnet.fr> / [sdcdecolnet@wanadoo.fr](mailto:sdcdecolnet@wanadoo.fr)

En cas d'urgence, contacter le **17** (Gendarmerie) ou le **18/112** (Pompier)

SONT ADMIS :

- Terres et pierres, déblais

*Remarque :*  
Les déchets mentionnés ci-dessus contenant en faible quantité d'autres types de matériaux peuvent être considéré comme inertes et donc admissible.

SONT REFUSES :

- Les déchets d'amiante
- Les déchets ménagers
- Les déchets liquides
- Les déchets de second œuvre  
(Tuyauterie, menuiserie et bois, câblage, chauffage, revêtement de sol, laine de verre...)
- Les enrobés bitumineux contenant du goudron
- Les déchets contenant du plâtre

Figure 9 : Exemple de panneau de signalisation type sur site

**3.4.2. Nature et origine des déchets admissibles sur site**

Les matériaux admissibles sur le site seront uniquement des déchets inertes, définis par le Code de l'environnement tel que « *tout déchet qui ne subit aucune modification physique, chimique ou biologique importante, qui ne se décompose pas, ne brûle pas, ne produit aucune réaction physique ou chimique, n'est pas biodégradable et ne détériore pas les matières avec lesquelles il entre en contact d'une manière susceptible d'entraîner des atteintes à l'environnement ou à la santé* ».

Les déchets inertes réceptionnés sur le site seront constitués des matériaux inertes non valorisables issus des opérations de chantiers.

*Liste des déchets admissibles uniquement sur l'ISDI par la SDC DE COLNET :*

Catégories des déchets	Code déchet	Description	Restriction
17. Déchets de construction et de démolition	17 05 04	Terres et pierres, déblais	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés

*Pour rappel : Liste des déchets admissibles conformément à l'annexe 1 de l'arrêté du 12 décembre 2014 :*

Catégories des déchets	Code déchet	Description	Restriction
10. Déchets provenant de procédé thermiques	10 11 03	Déchets de matériaux à base de fibre de verre	Seulement en l'absence de liant organique
15. Emballages et déchets d'emballages, absorbants, chiffons d'essuyage, matériaux filtrants et vêtements de protection non spécifiés ailleurs	15 01 07	Emballage en verre	Triés*
17. Déchets de construction et de démolition	17 01 01	Béton	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés*
	17 01 02	Briques	
	17 01 03	Tuiles et céramiques	
	17 01 07	Mélange de béton, briques, tuiles, céramiques	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés*
	17 02 02	Verre	Sans cadre ou montant de fenêtres
	17 03 02	Mélange bitumineux ne contenant pas de goudron	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés*
	17 05 04	Terres et pierres, déblais	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés
19. Déchets provenant des installations de gestion des déchets	19 12 05	Verre	Triés*
20. Déchets municipaux	20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe

*\* Les déchets de construction et de démolition triés mentionnés dans cette liste et contenant en faible quantité d'autres types de matériaux tels que des métaux, des matières plastiques, du plâtre, des substances organiques, du bois, du caoutchouc, etc., peuvent également être admis dans les installations de stockage visées par le présent arrêté.*

**Les déchets inertes récupérés sur le site seront constitués uniquement de déchets non valorisables issus des opérations sur chantiers. Ces derniers respecteront les critères d'admission définis par l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2760 de la nomenclature des ICPE. Aucun déchet polluant ne sera accepté, la terre végétale et la tourbe seront également prosrites.**

*Liste des déchets ni admis ni stockés sur l'ISDI conformément l'article 2 de l'arrêté du 12 décembre 2014 :*

- Déchets présentant au moins une des propriétés de danger énumérées à l'annexe I de l'article R. 541-8 du code de l'environnement, notamment des déchets contenant de l'amiante comme les matériaux de construction contenant de l'amiante, relevant du code 17 06 05\* de la liste des déchets, les matériaux géologiques excavés contenant de l'amiante, relevant du code 17 05 03\* de la liste des déchets et les agrégats d'enrobé relevant du code 17 06 05\* de la liste des déchets ;
- Déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;
- Déchets dont la température est supérieure à 60 °C ;
- Déchets non pelletables ;
- Déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent ;
- Déchets radioactifs.

<b>Aucun déchet susceptible de contenir des polluants ne sera accepté, excluant notamment les terres ou matériaux provenant de sites industriels ou de sites pollués.</b>
---



### 3.4.3. Modalités d'acceptation des déchets

Les déchets acceptés sur site énumérés ci-dessus feront l'objet d'une règle d'admission spécifique conforme à l'article 5 de l'arrêté du 12 décembre 2014. Les conditions d'admission des déchets provenant des différents chantiers feront l'objet d'une traçabilité spécifique. Une demande d'acceptation sera à remplir au préalable par l'entreprise productrice de déchets.

Ce document une fois retournée contiendra :

- Le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- Le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- Le nom et les coordonnées du transporteur et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- Le lieu d'origine des déchets ;
- Le libellé ainsi que le code des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement ;
- La quantité de déchets concernée exprimée en tonnes.

Ce document aura une durée de validité d'un an et sera conservé 3 ans par l'exploitant de l'installation. (Voir figure 10)

<b>SDC de COLNET</b>		<b>DEMANDE D'ACCEPTATION PRELABALE VALABLE ACCUSE D'ACCEPTATION</b>		Valable 1 an A établir avant envoi de déchet à l'installation destinataire
Cette DAP est valable pour toute la durée du chantier			N° de DAP :	
<b>1. CHANTIER D'ORIGINE DES MATERIAUX</b>				
Adresse :				
Déchets issus de travaux de : <input type="checkbox"/> Démolition <input type="checkbox"/> Terrassement <input type="checkbox"/> Rabotage <input type="checkbox"/> Autre : _____				
Date prévisible de première livraison : _____ Durée prévisible du chantier : _____				
<b>2. PRODUCTEUR DU MATERIAU (Maître d'ouvrage / Propriétaire du terrain)</b>				
Raison sociale :		Adresse :		Visa :
N° SIRET :		Tel/Fax :		
Date :		Email :		
<b>3. DEMANDEUR (Entreprise chargée des travaux/ Mandataire)</b>				
Raison sociale :		Adresse :		Visa :
N° SIRET :		Tel/Fax :		
Date :		Email :		
<b>4. TRANSPORTEUR</b>				
Raison sociale :		Adresse :		Visa :
N° SIRET :		Tel/Fax :		
Date :		Email :		
<b>5. IDENTIFICATION DES MATERIAUX</b>				
Code déchet	Tarif	Description	Restrictions	Tonnage estimé
17 01 01	0 €	Béton	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés	
17 01 02	0 €	Briques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés	
17 01 03	0 €	Tuiles et céramiques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés	
17 01 07	0 €	Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés	
17 03 02	0 €	Mélanges bitumineux ne contenant pas de goudron	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés <b>ANALYSE A FOURNIR :</b> <input type="checkbox"/> GOUDRON (HAP) <input type="checkbox"/> AMIANTE	
17 03 04	0 €	Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés	
20 02 02	0 €	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe	
<b>6. ENGAGEMENT</b>				
Le producteur des matériaux et le demandeur s'engagent à :				
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Fournir toutes les informations utiles nécessaires à la bonne gestion des matériaux/déchets.</li> <li>- Contrôler que le transport est réalisé conformément à la réglementation et aux conditions de sécurité en vigueur</li> <li>- Ce que les matériaux/déchets ne soient pas pollués (tous types de polluants)</li> <li>- Joindre les résultats d'analyses éventuellement nécessaires.</li> </ul>				
<b>7. DECISION (ESPACE RESERVE A L'EXPLOITANT)</b>				
<input type="checkbox"/> Matériaux/déchets ACCEPTÉS				Date :
<input type="checkbox"/> Matériaux/déchets REFUSÉS pour le motif suivant :				Cachet et signature :
<b>8. ACCUSE D'ACCEPTATION (ESPACE RESERVE A L'EXPLOITANT)</b>				
Quantité de déchet admises (Tonnes) :			Date/Heure de l'acceptation :	

Figure 10 : Exemple type du DAP

Un contrôle d'acceptation des déchets sera appliqué en entrée du site. Ce contrôle, principalement visuel & olfactif, sera effectué par une personne habilitée et formée par SDC De Colnet. Cette mesure permettra de contrôler l'aspect des déchets et de s'assurer de l'absence de déchets non désirés ou interdits.

En fonction de la nature des déchets et des observations effectuées lors du contrôle, l'exploitant pourra faire un prélèvement représentatif du lot concerné pour analyse par un laboratoire agréé. Si l'acceptation des déchets, un accusé de réception sera transmis au producteur de déchets avec les informations demandées à l'article 8 de l'arrêté (1).

Les modalités d'acceptation des déchets en cas de déchets non conformes seront en cohérence avec l'arrêté ministériel de prescriptions générales, à savoir un refus immédiat, une création de fiche de non-conformité et un envoi des déchets vers un centre agréé, ainsi qu'une remontée au préfet des informations demandées (2).

L'ensemble de ces informations obtenues seront tenues à jour dans un registre spécifique. Un registre d'admission des déchets-matériaux sera mis en place et conservera l'ensemble des informations récoltées par les demandes d'acceptations préalables, motifs de refus et accusés d'acceptation depuis l'ouverture du site à la fin de son exploitation.

(1) Mentions nécessaires présentes dans l'accusé :

- La quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ;
- La date et l'heure de l'acceptation des déchets.

(2) informations demandées par le préfet :

- Les caractéristiques et les quantités de déchets refusés ;
- L'origine des déchets ;
- Le motif de refus d'admission ;
- Le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- Le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

### **3.4.4. Modalités de la gestion des déchets**

Le projet global s'étend sur une surface d'environ 16 094m<sup>2</sup> et prévoit le reprofilage du terrain, ce qui permettra d'améliorer l'écoulement hydraulique des eaux de ruissellement et facilitera l'exploitation agricole des terrains.

Dans un 1er temps, les terres végétales seront décapées et mises en stock en périphérie du site. Elles seront utilisées en fin d'exploitation en couverture des remblais, afin de favoriser la reprise végétale du terrain.

Les déblais seront mis en place en commençant par le fond du vallon et en remontant vers la partie supérieure. Outre la zone de stockage des déchets inertes à proprement parler, le projet prévoit la mise en place d'une zone de réception en amont du stockage, à proximité de l'entrée du site, pour les opérations de déchargement des matériaux bruts pour contrôle.

Après déchargement sur la zone de réception et contrôles, les matériaux inertes seront amenés par un bulldozer sur la zone de dépôt. Les matériaux seront disposés en fines couches, afin d'assurer un compactage optimum.

Pour limiter l'impact sur les eaux de ruissellement, l'installation respectera la morphologie antérieure du site, ce qui facilitera l'écoulement des eaux pluviales vers la vallée des Vaux Jean, exutoire et axe d'écoulement naturel. (Voir plan et ci-dessous)



Figure 11 : Plan d'ensemble du projet

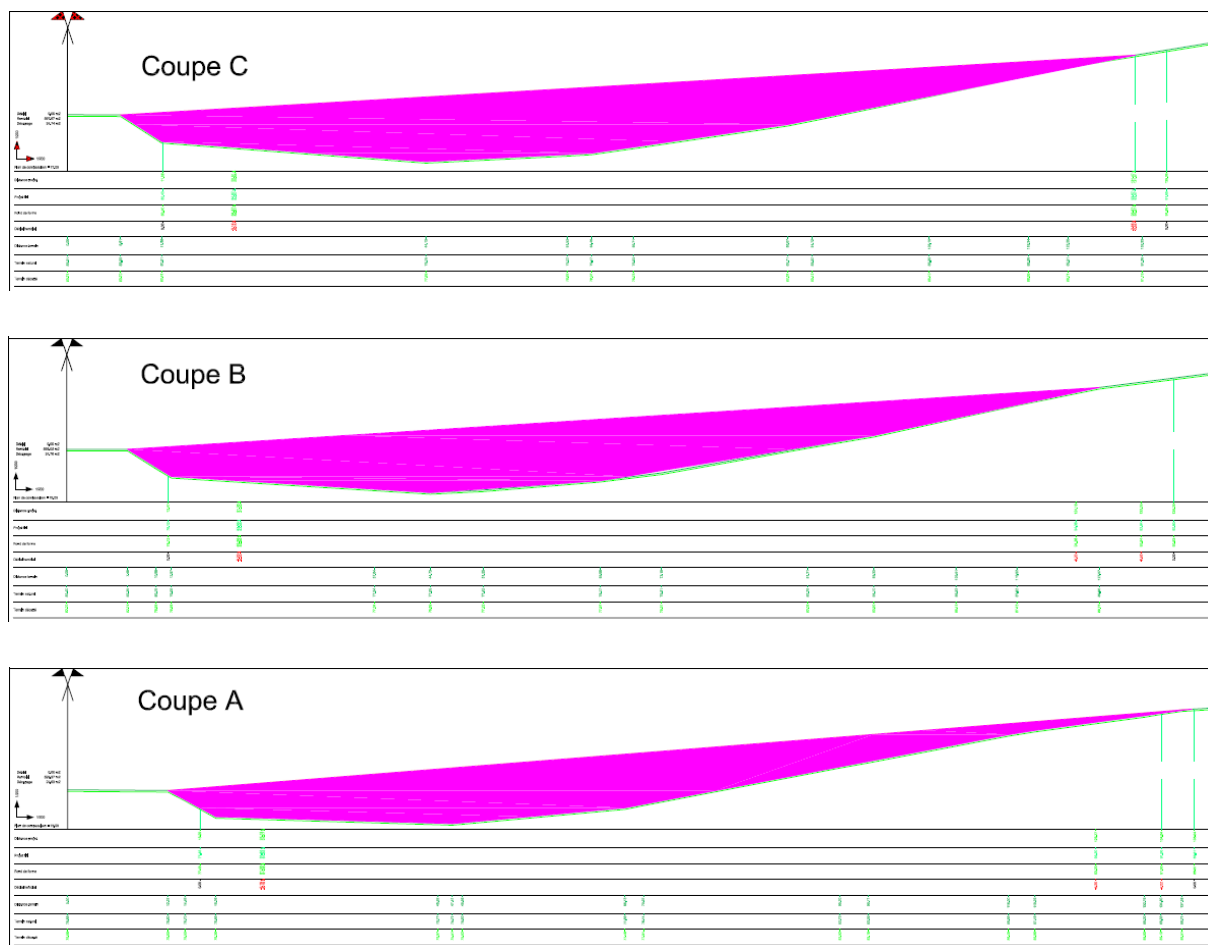


Figure 12 : Coupes transversales du projet d'ISDI

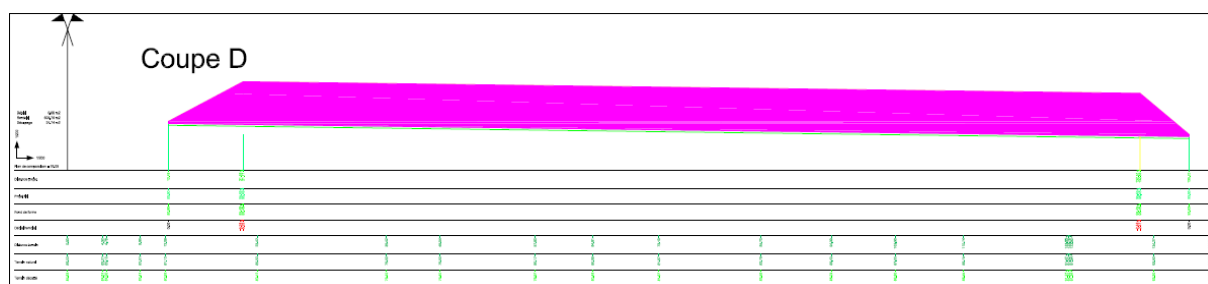


Figure 13 : Coupes longitudinales du projet



## 4 DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT NATUREL

### 4.1 PRESENTATION DES ABORDS DU SITE



*Figure 14 : Photo du site actuel*

Outre le projet global d'aménagement du site (ISDI) aucune modification de la nature des abords n'est prévue pendant les périodes d'exploitation du site.

Aux abords du site et jusqu'à une distance qui est au moins égale à 100 mètres (Jusqu'à environ 1km) se trouvent uniquement des terres agricoles et prairies (Voir plan des abords ci-dessous).

Figure 15 : Plan des abords au 100m - échelle 1/25 000

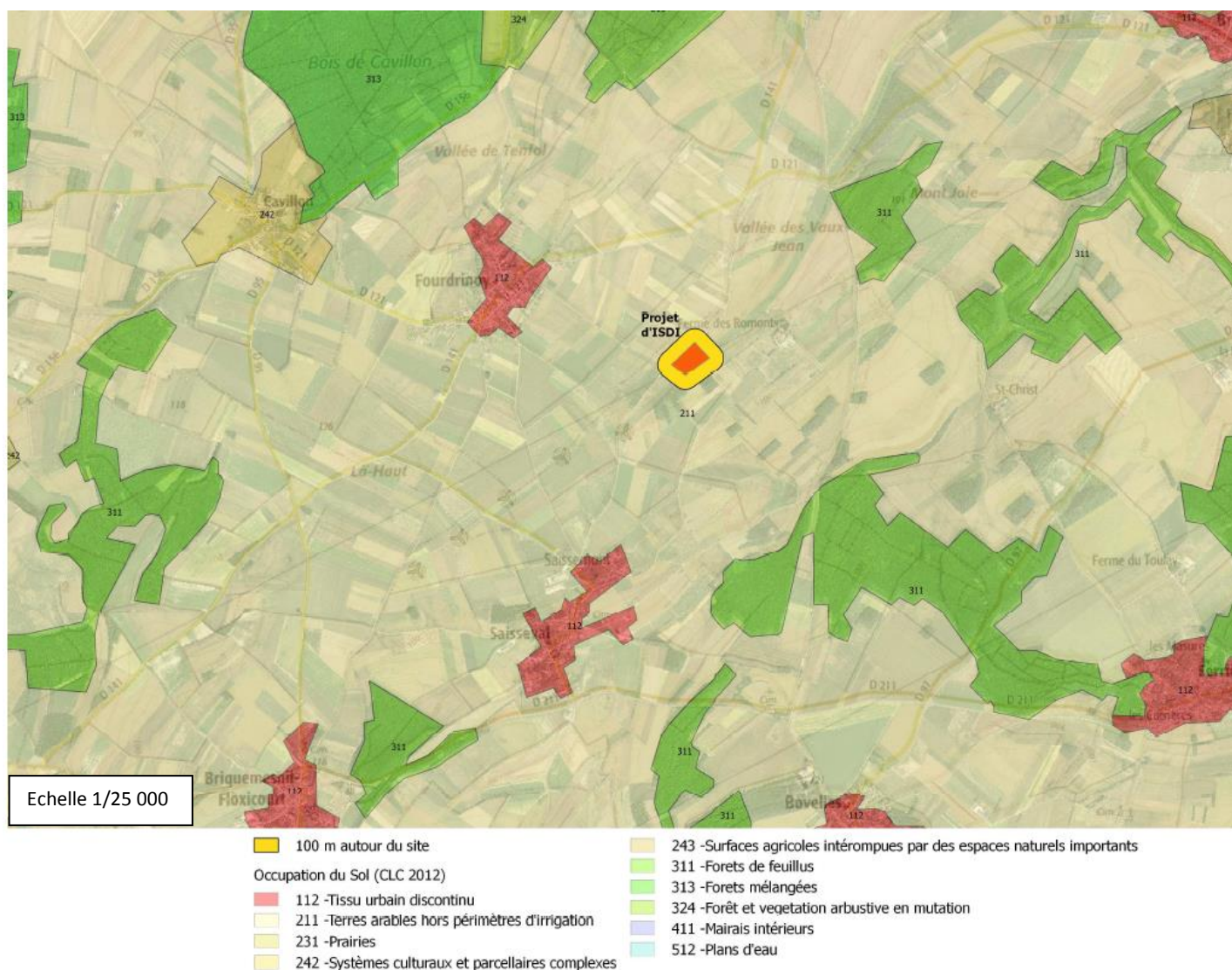




Figure 16 : Plan des abords au 100m - échelle 1/300



## 4.2 CONTEXTE HYDROGEOLOGIQUE

Implanté sur le plateau crayeux, le site est uniquement concerné par l'aquifère crayeux Séno-Turonien plus communément appelé nappe de la « craie picarde ».

Dans toute la Picardie, cette nappe revêt une très grande importance, non seulement par sa large extension (au moins les deux tiers de la région), par sa forte épaisseur (30 m en moyenne) et donc par la volumineuse ressource qu'elle met à la disposition des nombreux consommateurs d'eau souterraine (AEP, industriels, agriculteurs), mais aussi par le rôle qu'elle joue dans l'environnement, au niveau notamment de l'aménagement et l'occupation du sol et du sous-sol. Par ailleurs, la nappe de la craie contribue directement aux débits des cours d'eau qui la parcourent.

L'analyse des isopièzes de la nappe de la craie dans la région (Atlas 2010) fait état :

- D'un niveau piézométrique de 35 à 45m mètres NGF soit une profondeur de terrains non saturés de l'ordre de 45 à 50 m en périodes de hautes et basses eaux ;
- Un sens d'écoulement général du Sud-Ouest vers le Nord-Est (vers la vallée de la Somme)

D'après le BRGM (Bureau de Recherches Géologiques et Minières)

Source : <http://www.inondationsnappes.fr/>, les épisodes d'inondation par remontées de nappes sont inexistantes sur la zone considérée et confirme les données piézométriques faisant état d'une nappe demeurant à une grande profondeur.

Suivant la consultation de la base de données du site ADES (Accès aux Données des Eaux Souterraines) relatif aux captages d'alimentation en eau potable, le site projeté n'est concerné par aucun périmètre de protection et par conséquent aucune servitude inhérente aux arrêtés d'utilité publique.

Sur l'emprise même du projet ou dans l'environnement proche, les ouvrages BSS (Banque des Sous-Sols) répertoriés ne seront pas impactés. En effet, ces ouvrages se situent en amont hydraulique du site. Le seul ouvrage BSS proche dans un rayon de 1 km est le suivant :

Code BSS	Commune	Adresse	Altitude (m NGF)	Type
00458X0002/P	Saisseval	Puits de la ferme du Romont	104m	Puits



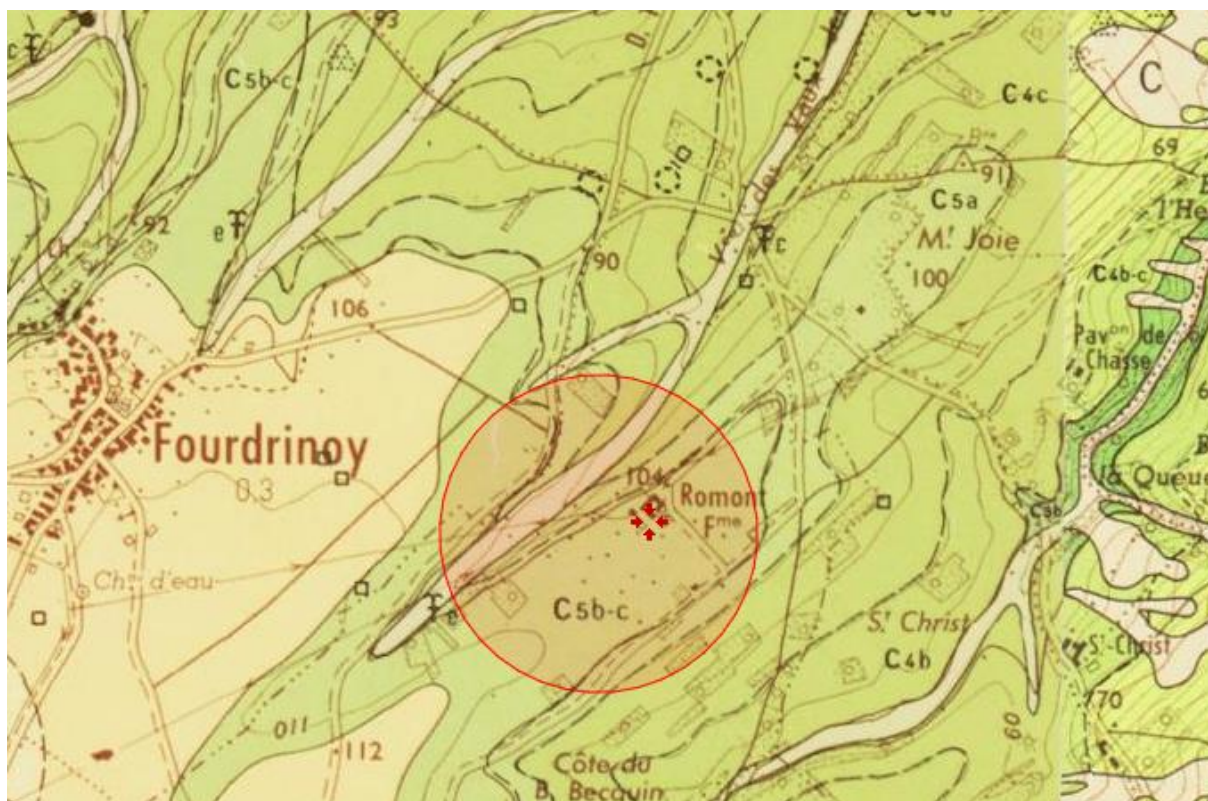


Figure 17 : carte des BSS avoisinant le site

Le projet ne prévoit pas de pompage ou de déviation des eaux souterraines. Dans cette perspective, le projet n'aura pas d'impact sur les ouvrages AEP (Adduction des Eaux Potables) et BSS environnants. Le projet demeure donc compatible avec le contexte hydrogéologique local.

### 4.3 CONTEXTE HYDROLOGIQUE

L'environnement proche du site projeté ne comprend aucune entité hydrologique majeure. Concernant les eaux superficielles, le site ne se trouve pas à proximité d'une station de traitement d'eaux usées ou d'une station hydro-biologique.

Le site est situé en amont d'une vallée sèche, qui descend vers les étangs de la vallée de la Somme situés à 4 km au Nord Est.

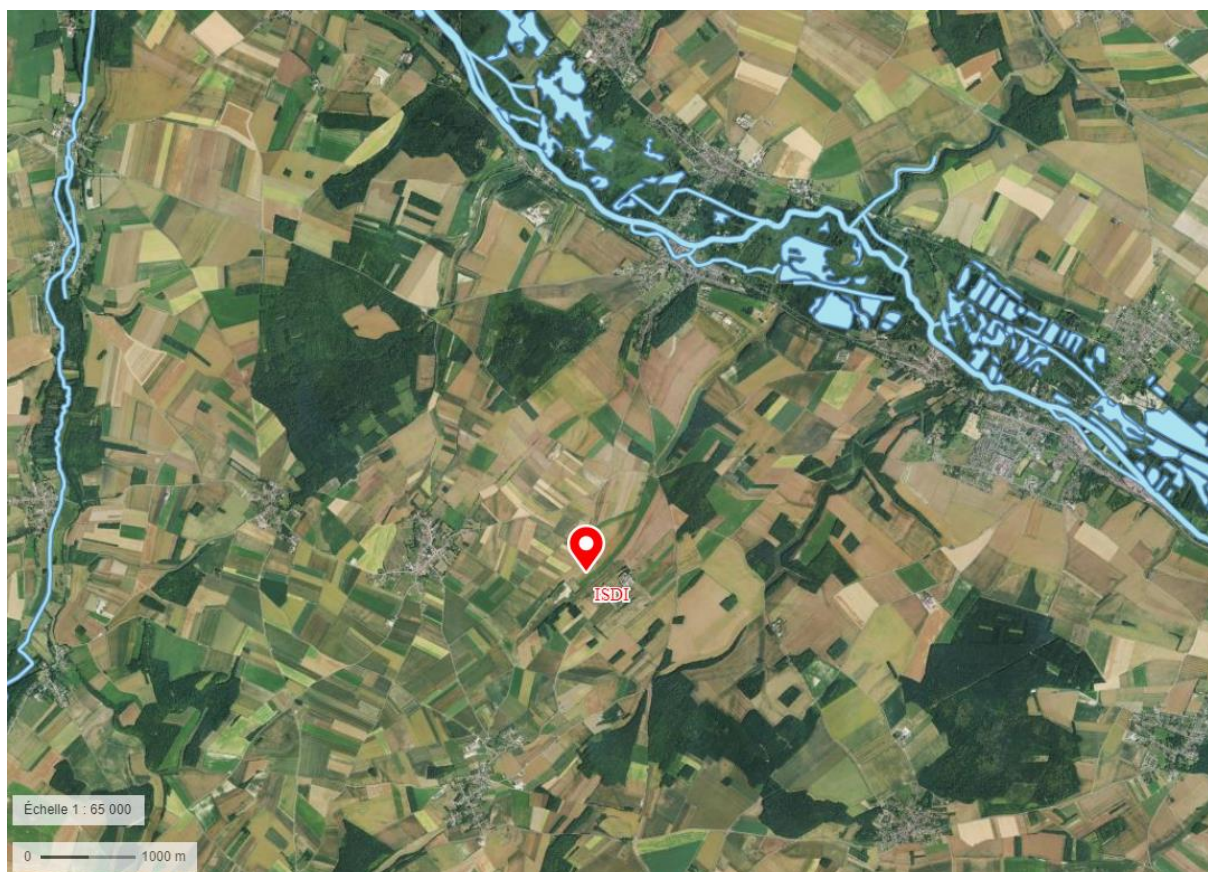


Figure 18 : Carte du réseau hydrologique échelle 1/65000

#### **SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX DU BASSIN ARTOIS-PICARDIE**

Ce plan de gestion fixe pour 6 ans les objectifs à atteindre et les actions à mettre en œuvre.

« L'eau fait partie du patrimoine commun de la nation. Sa protection, sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable, dans le respect des équilibres naturels, sont d'intérêt général »

#### **Ses enjeux portent sur :**

- La biodiversité et les milieux aquatiques
- La protection de la ressource pour l'alimentation en eau potable
- La prévention contre les inondations
- La protection du milieu marin
- La mise en œuvre de politiques publiques cohérentes

Conformément à l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2015 de la SDAGE du bassin Artois-Picardie, et au vu de la neutralité du projet, ces enjeux ne seront en aucun cas impactés.



Le projet ne prévoit ni le pompage d'eaux superficielles, ni le pompage d'eaux souterraines. Aucun rejet dans des milieux aquatiques n'est prévu pendant la durée de l'exploitation. De même que aucune déviation des eaux souterraines n'est prévue. Les enjeux conformément à la SDAGE du bassin Artois-Picard sont respectés par ce projet.

## 4.4 CONTEXTE GEOLOGIQUE



### Carte géologique simplifiée de la Région Picardie

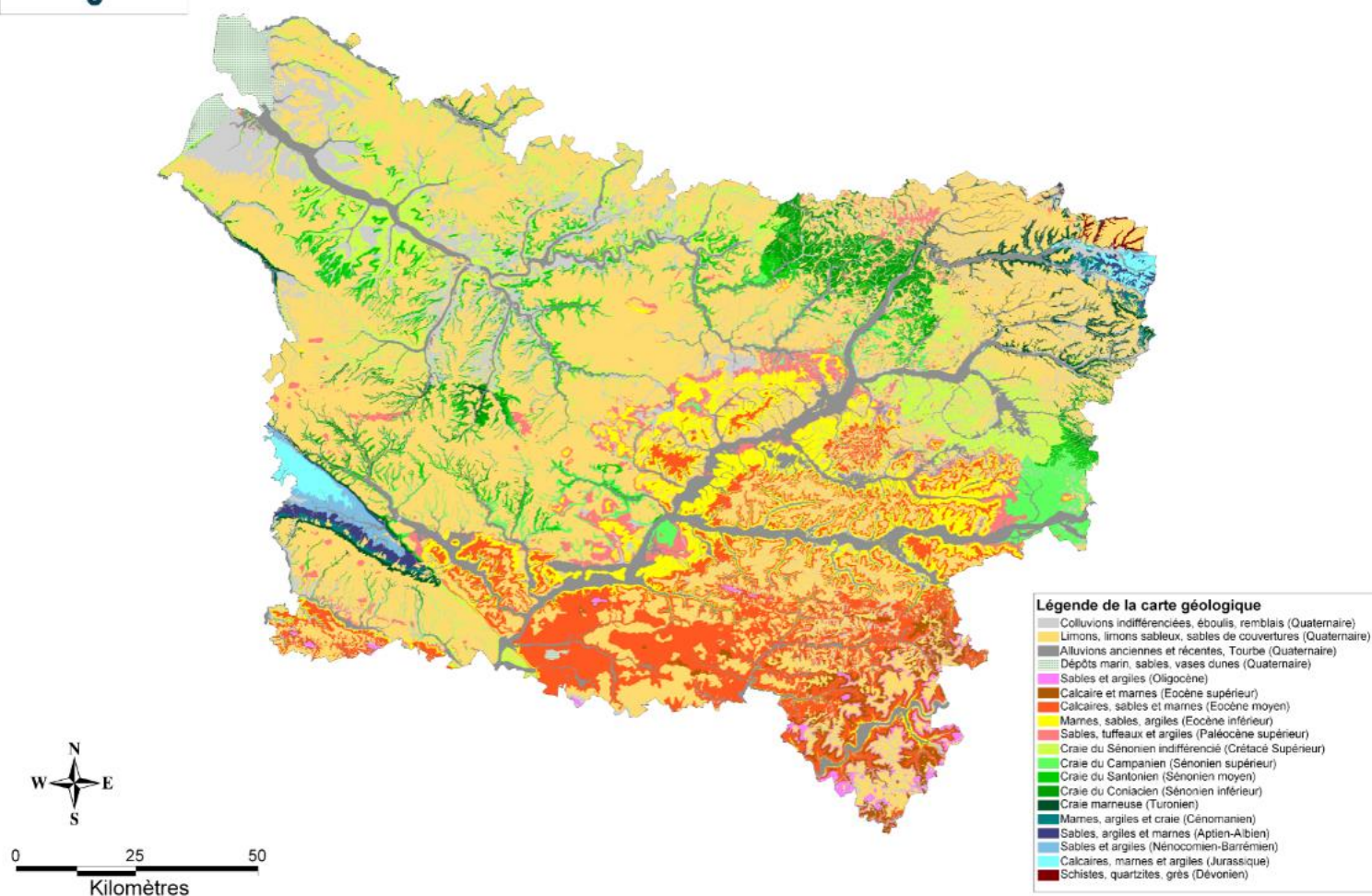


Figure 19 : Carte géologique de la Picardie

Le secteur où se situe le projet d'ISDI présente une topographie tabulaire inclinée vers le Nord-Ouest. Ce plateau correspond au pédiplan (Glacis d'érosion constitué d'une roche dure) de la fin du crétacé, qui a sectionné selon une surface plane les différents étages de la craie du Turonien terminal au Campanien dans le secteur concerné. Ce plateau est fortement entaillé par la vallée de la Somme et par celles de ses affluents. A ces cours d'eau se raccordent des vallées sèches remontant souvent très haut sur le plateau.

La masse du plateau est constituée par de la craie blanche, plus ou moins riche en silex, doucement ondulée suivant une direction O-NO/E-SE. Elle n'affleure en général que sur les bords des vallées, étant cachée sur les zones les plus élevées par des placages de limons à silex et de limons des plateaux et le long des vallées par des alluvions pléistocènes. Des placages limoneux masquent la craie sur les pentes.

**Le projet d'exploitation de l'ISDI n'inclura aucune opération d'excavation. De plus, au regard du caractère inerte des matériaux acceptés sur site, l'exploitation de l'ISDI et le réaménagement associé du site n'entraîneront aucune pollution superficielle ou souterraine des sols.**

**Le projet demeure donc compatible avec le contexte géologique local.**

## 4.5 CONTEXTE CLIMATIQUE

Le climat de la Somme est tempéré, soumis aux flux d'ouest de la façade maritime. Les précipitations moyennes annuelles sont comprises entre 600 et 800mm. La façade maritime, plus exposée, reçoit entre 800 et 1200mm par an, mais enregistre des températures les plus clémentes en hiver (moyenne en janvier d'environ 5°C) et environ 40 jours de gel contre 70 la partie plus continentale. Les températures estivales présentent une moyenne en juillet de 17°C et les temps pluvieux et frais alternent avec des météorologies chaudes et sèches.

### 4.5.1 Pluviométries

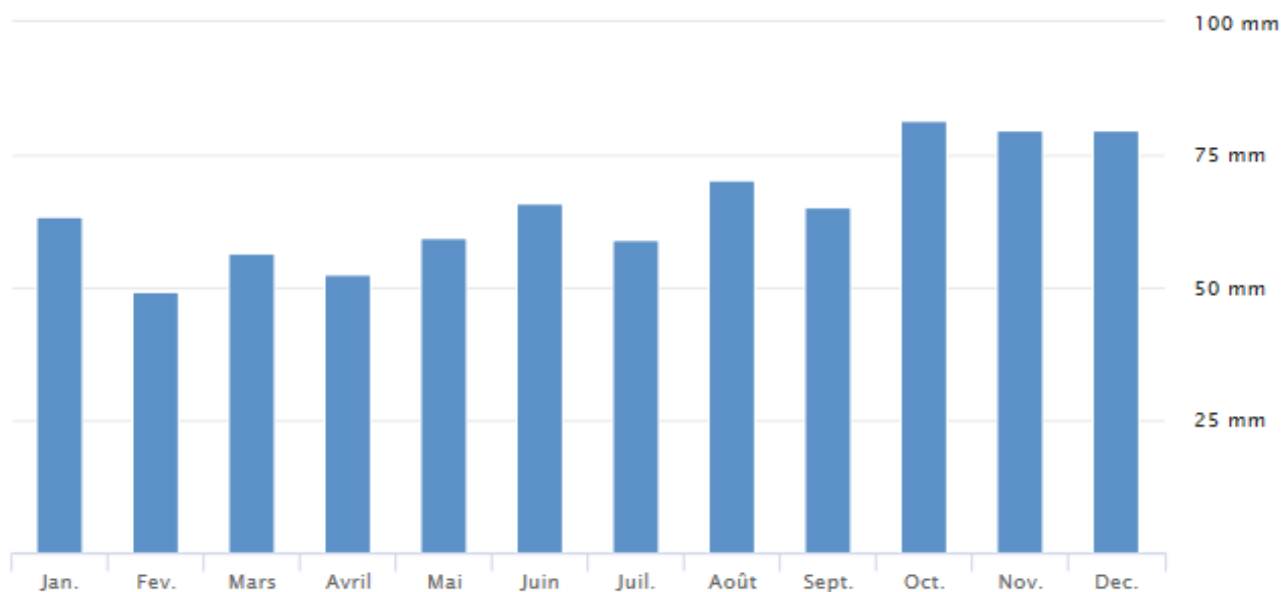
Les précipitations sont significatives en toute saison (figure 11 et 12), bien que plus prononcées (en quantité et en durée) en automne et en hiver. Elles sont essentiellement apportées par les perturbations venant de l'Ouest qui véhiculent des masses d'air océaniques, chargées en humidité.

Le cumul annuel moyen des précipitations entre 1981 et 2010 est d'environ 780mm pour la station d'Abbeville.

Les données étudiées proviennent des mesures mensuelles de la station de Météo France, basée à Abbeville.

Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
63.3	49.3	56.7	52.5	59.4	66	59.1	70.2	65.1	81.7	79.6	79.7

Figure 20 : Hauteurs moyennes mensuelles des précipitations (en mm) station d'Abbeville



*Figure 21 Diagramme des précipitations moyennes annuelles (en mm) station d'Abbeville*

## 4.6 INTERACTION DU PROJET AVEC DES ZONAGES DE PROTECTION

Selon la base de données de la DREAL, le site projeté n'est concerné par aucun type de protection listé ci-dessous :

ISDI DE SAISSEVAL			
TYPE DE PROTECTION :		CONCERNEE	
		OUI	NON
EAU	Plan de gestion des étiages	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Zone vulnérable	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Zone répartition des eaux	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
ZONES HUMIDES	RAMSAR	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	ZHIEP et ZSGE	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Zone sensible	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
BIODIVERSITE	ZNIEFF	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	ZICO	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
PROTECTION CARMEN	Réserve naturelle	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Natura 2000	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Biotope	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Parc naturel	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Parc national	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>



<b>SITES ET PATRIMOINE</b>	Site classé	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Site inscrit	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Monument H / zone de protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	ZPPAUP - AVAP	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
<b>RISQUES NATURELS</b>	Zone inondable	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Prévision des crues	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Zone sismique	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
<b>RISQUES TECHNOLOGIQUES</b>	PPRT	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Pollution des sols	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
<b>ZONAGE</b>	Zone montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Commune littorale	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
<b>BRUIT</b>	PPBE	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

Le projet d'ISDI n'aura aucun impact sur les zones naturelles environnantes.

Les zones de protections naturelles les plus proches (dans un rayon de 5km) autour du site sont les suivantes :

TYPE	IDENTIFICATION	NOM	DISTANCE DU SITE
APB	FR3800044	Marais communal de la Chaussée Tirancourt	4,4 km (Nord)
Conservatoire des espaces naturels	FR1501868	Le Marais de la Chaussée	4,4 km (Nord)
Natura 2000	FR2212007	Etang et marais du bassin de la Somme	3,7 km (Nord)
ZICO	PE 02	Etang et marais du bassin de la Somme	3,7 km (Nord)

**Au vu du fort éloignement des zones et des faibles conséquences environnementales du stockage de déchets inertes, nous pouvons affirmer que le projet d'exploitation n'impactera en aucun cas les zonages de protection naturelles.**

## **4.7 COMPTABILITE DU PROJET AVEC LES DISPOSITIONS D'URBANISME**

### **REGLEMENT D'URBANISME**

La commune de Saisseval ne dispose pas de documents d'urbanisme type POS ou PLU. Elle demeure donc soumise au règlement national d'Urbanisme (RNU).

Dans cette perspective, et selon l'article L.111-4 du Code de l'Urbanisme, les seules constructions et aménagements autorisés en dehors des parties urbanisées sont :

- Les constructions et aménagements liés à l'activité agricole (réhabilitation ou construction de nouveaux bâtiments à usage d'habitation, les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole, à des équipements collectifs compatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière).
- Les constructions et installations nécessaires à la réalisation d'aires d'accueil ou de terrain de passage des gens du voyages.
- Les constructions et aménagements liés à la mise en valeur des ressources naturelles.
- Les constructions et aménagement pour la réalisation d'opération d'intérêt national.
- Les constructions et installations incompatibles avec le voisinage des zones habitées de l'extension mesurée des constructions et installations existantes.
- Les constructions ou installations, sur délibération motivée du conseil municipal, si celui-ci considère que l'intérêt de la commune, en particulier pour éviter une diminution de la population communale, le justifie, dès lors qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages, à la salubrité et à la sécurité publiques, qu'elles n'entraînent pas un surcroît important de dépenses publiques et que le projet n'est pas contraire aux objectifs visés à l'article L. 101-2 (dont la prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature) et aux dispositions des chapitres I et II du titre II du livre 1er ou aux directives territoriales d'aménagement précisant leur modalités d'applications.

**L'activité projetée n'est pas concernée par le Règlement National d'Urbanisme.**

**Le présent projet et les aménagements associés à son exploitation sont en accord avec le Règlement National d'Urbanisme cité ci-dessus.**

### **ACCORD DE LA COMMUNE**

Un accord tacite concernant l'exploitation d'une ISDI et les aménagements associés au lieu-dit « Le ROMONT » - Parcelle ZC n°32 sur la commune de Saisseval a été mis en place depuis le 05/05/2016 par la mairie de Saisseval. Vous trouverez en annexe 1 la copie de la lettre d'autorisation du maire de Saisseval.

## ACCORD DU PROPRIETAIRE

L'exploitation projetée de l'ISDI fait l'objet d'une convention entre SDC De Colnet et le propriétaire. La convention, en date du 22/11/2018, autorise la société SDC De Colnet à user de façon exclusive ses droits de remblais sur la partie de la parcelle concernée par le projet. Durant toute l'exploitation de cette ISDI, le propriétaire confie la gestion de la zone concernée à la société SDC De Colnet suivant cette convention.

Le réaménagement final du site consiste en un remodelage du terrain afin d'améliorer l'écoulement hydraulique au droit du site, avec une plantation de type prairie conformément à la prairie située en périphérie.

## 4.8 COMPTABILITE AVEC LE PLAN DE GESTION DES DECHETS

### LE PLAN DE GESTION DES DECHETS

Le plan de gestion départemental des déchets ménagers et assimilés de la Somme propose une série d'actions pour améliorer la gestion des déchets inertes :

**« Action n°17 : Identifier les sites autorisés pour le stockage de type classe III et soutenir la création de nouvelles capacités de stockage de déchets inertes, afin de répondre aux besoins, de limiter le transport des déchets inertes issus de déchèteries, de favoriser leur réutilisation, voire leur valorisation dans des sites agréés. »**

Le plan vise à coordonner l'ensemble des actions à mener en vue d'assurer la réalisation des objectifs fixés par la loi (article L541-1 du code de l'environnement)

- A. Prévenir ou réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la fabrication et sur la distribution des produits,
- B. Organiser le transport des déchets et le limiter en distance et en volume (principe de proximité),
- C. Valoriser les déchets par réemploi, recyclage ou tout autre action visant à obtenir, à partir des déchets, des matériaux réutilisables ou de l'énergie,

D'après le plan de gestion départemental, le stockage doit constituer la solution ultime et l'ensemble des équipements doivent concourir au développement du tri, à la maîtrise de la qualité des flux, à l'alimentation et au développement des filières de valorisation.

Cette installation participe donc à l'un des principes définis dans le Plan Départemental d'Elimination des déchets Ménagers et Assimilés de la Somme consistant à favoriser des filières courtes d'élimination des déchets. Le traitement des déchets au plus près des lieux de production est également un objectif contenu dans l'ensemble des plans nationaux de prévention des déchets.

**L'aménagement d'une Installation de Stockage de Déchets inertes sur la commune de Saisseval, vise à répondre aux objectifs de besoins et de proximité mis en avant dans le plan évoqué ci-dessus.**

**Au regard de la nature et de la typologie des intrants, l'installation ne générera pas ou très peu de déchets. Aucun déchet dangereux ne sera produit dans le cadre de l'exploitation normale de l'installation.**

## 5 ETUDE D'IMPACTS DE L'INSTALLATION

### 5.1 IMPACT VISUEL

Le site projeté ainsi que les aménagements prévus demeureront isolés visuellement :

- Le projet est localisé sur le flanc d'une vallée encaissée. D'autre part, la zone est située en point haut (altitudes comprises entre 110 et 88m NGF) par rapport aux secteurs d'habitations concentrés dans la vallée et sur les coteaux ;
- Le site est isolé des axes de communication majeurs que sont la RD 141 et les chemins ruraux.

Les impacts visuels sur le paysage seront donc fortement réduits par l'absence d'habitation à moins de 500m, la topographie locale et l'absence d'axes de communication dans l'environnement proche. Seule la « ferme du Romont » pourrait avoir vue sur le site, mais les écrans végétaux formés par les haies le long de la ferme permettent de la protéger. De plus, les opérations de remblaiement liées à l'activité ISDI intégreront un plan de revégétalisation assurant une meilleure intégration dans le paysage local dans la continuité de la prairie en périphérie du site.

**Outre le projet global d'aménagement du site (ISDI), aucune modification de la nature des abords n'est prévue pendant les périodes de remblaiement de l'installation.**

### 5.2 IMPACT SUR LES EMISSIONS SONORES

Conformément aux articles R.4431-2 et R.4225-1 du Code du Travail, le niveau de bruit des équipements de travail utilisés sur le site demeure à un niveau compatible avec la santé des salariés, et notamment la protection de l'ouïe.

Aucun poste ne sera exposé à un niveau sonore compris entre la valeur d'exposition inférieur déclenchant une action préventive (niveau d'exposition quotidienne au bruit de 80 dB) et la valeur supérieure déclenchant une action préventive.

Les cabines des engins sont insonorisées. Le port du casque anti-bruit ne sera pas nécessaire. Des protections auditives seront tout de même fournies aux employés dans le cadre des équipements de protections individuelles.

Les seules sources d'émissions sonores proviendront :

- Des engins de chantier présents lors des opérations de remblaiement
- Des véhicules de transport (apport des matériaux inertes sur site)

Ces engins fréquenteront le site de manière régulière durant toute la période de chantiers. Tous les engins utilisés à l'intérieur de l'installation seront conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores et entretenus pour prévenir de tout bruit anormal.

**Un plan de mesures des émissions sonores sera mis en place au démarrage de l'activité du site, lorsque tous les engins seront utilisés en même temps.**

### 5.3 IMPACTS SUR L'EAU

Le site de Saisseval n'est ni inclus dans un périmètre de protection de captage d'eau potable, ni en bordure d'un cours d'eau et n'est traversé par aucun fossé.

Aucun prélèvement d'eau ne sera réalisé puisque le process des déblais ne nécessite pas d'eau. La seule consommation d'eau sera engendrée par l'usage domestique de l'eau du poste d'accueil pour le personnel présent.

Il n'y aura par ailleurs aucun rejet d'eaux sur le site puisqu'aucun volume d'eau ne sera utilisé. Les eaux pluviales n'entraîneront aucune contamination des sols au regard du caractère inerte des déblais, le risque de pollution par lixiviation et transfert de polluants dans le sol et le sous-sol demeure donc nul. De plus, aucun produit ou substance susceptible de porter atteinte à la qualité de ces eaux ne sera stocké afin d'éviter tout risque de pollution par épandage de produit.

Les eaux pluviales s'infiltreront en raison du caractère perméable des matériaux apportés, stockés et surtout compactés.

L'ISDI n'aura donc pas d'impact quantitatif ni qualitatif sur les eaux souterraines.

**En raison de l'inexistence de sources aquatiques proches du périmètre du site et de la neutralité du processus de l'activité, l'impact du site sur l'eau est nul. Par ailleurs, l'infiltration des eaux pluviales dans le sol n'impactera pas la qualité des eaux souterraines.**

### 5.4 IMPACTS SUR LES REJETS ATMOSPHERIQUES (pollution et poussières)

Les seules sources de rejets atmosphériques notables dus à l'activité du site seront :

- **Les pots d'échappement des camions et des engins :**

Seul le gasoil non routier (GNR) pour le fonctionnement des engins sera utilisé sur le site. Pour réduire leur impact, une maintenance régulière sera effectuée dans le but de limiter leurs rejets. De plus, les engins de chantiers seront conformes à la réglementation.

- **L'envol des poussières :**

Toutes les dispositions nécessaires seront mises en place pour limiter les émissions de poussières pour le voisinage :

- Brumisateurs pour humidifier et éviter l'envol de particules si nécessaire ;
- Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules seront aménagées et convenablement nettoyées ;
- Limitation des vitesses des engins à 10 km/h sur site.

**De plus, en raison de la situation isolée du site, aucune habitation ne se trouvera impactée par l'envol des poussières. L'impact de l'exploitation sur les rejets atmosphériques est donc très faible.**



## 5.5 IMPACTS SUR LE TRAFIC ROUTIER ET MESURES DE PREVENTION

L'accès des camions au site s'effectuera directement via la route départementale RD 121 et le chemin communal N°9. Un chemin d'accès rural aux parcelles en culture complètera le cheminement des matériaux au site.

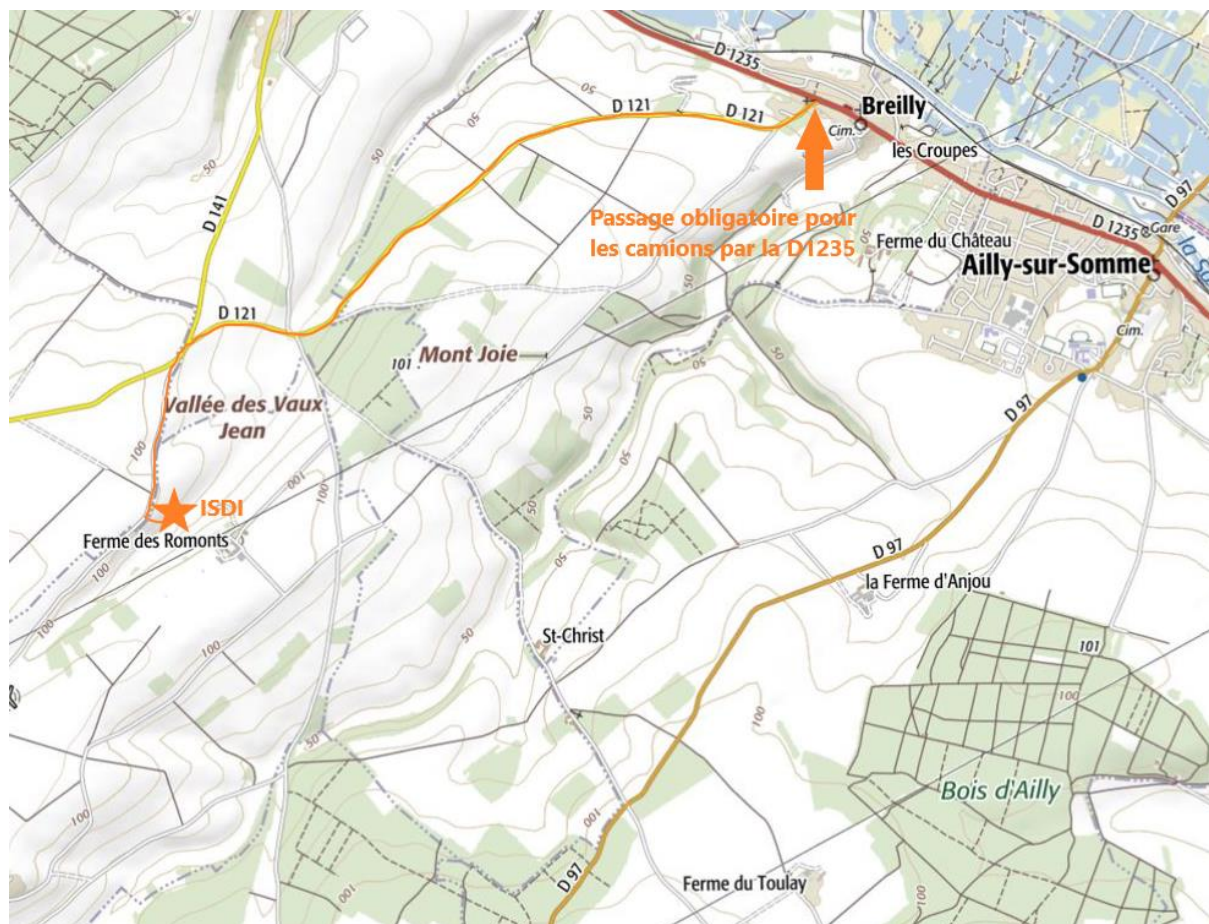


Figure 22 : Accès des camions au site

Etant donnée la capacité totale du site, à savoir 89 342 m<sup>3</sup> soit un tonnage d'environ 150 000 tonnes, la fréquence du trafic sur le site reste faible compte tenu des données suivantes :

- Fréquence moyenne de l'ordre de 4 camions par jour en rotation :
  - 150 000 Tonnes sur 6 ans, soit 25 000 tonnes/an
  - Soit 105 tonnes/jour (240 jours ouvrés)
- Fréquence maximale journalière de 5 camions/jour en rotation pendant les périodes de forte activité.

Au regard du trafic actuel sur la D1235 qui traverse la commune de Picquigny (2598 camions en 2015), le passage des camions vers d'ISDI n'aura pas d'impact conséquent.

De plus, le trafic sera concerné uniquement sur les horaires d'ouverture du site.

Par ailleurs, un plan interne de circulation sera disposé à l'entrée du site et une vitesse limitée à 30km/h, pour limiter :

- D'une part, les risques d'accidents de la circulation au sein même du site ;
- D'autre part, l'envoi des poussières lié à la remise en suspension des particules sous l'effet de la vitesse du passage des camions.

De plus, une signalisation réglementaire sera mise en place.

## **5.6 POLLUTION ACCIDENTELLE**

Aucun produit liquide susceptible d'engendrer une pollution des sols ou des eaux souterraines ne sera stocké sur le site. De même qu'aucun produit dangereux d'entretien ne sera également présent sur site. Le seul risque de pollution des sols et des eaux souterraines par déversement accidentel est donc lié à une fuite éventuelle des engins. De plus, la nappe présente sous le site n'est pas affleurante et se situe à 45 mètres de profondeur, même en cas de déversement accidentel, elle ne sera pas impactée.

Pour éviter une pollution accidentelle, nous mettrons en place différentes solutions énumérées ci-dessous :

- Pour éviter le risque de pollution des sols, il sera mis en place un entretien régulier délocalisé des engins afin d'éviter tout échappement défectueux.
- Le ravitaillement en carburant des engins sera effectué généralement à l'extérieur du site.
- Dans le cas où il serait nécessaire de ravitailler les engins sur place, une zone de ravitaillement sera mise en place pour diminuer un maximum les risques de pollution accidentelle des sols.

*Un bassin de rétention mobile sera également présent si le ravitaillement de carburant doit se faire exceptionnellement sur site.*

- Des kits anti-pollution seront également tenus à proximité de la zone de ravitaillement en cas de pollution accidentelle des engins.

## **6 ETUDE DES DANGERS**

### **6.1 RISQUES D'INCENDIE**

Comme indiqué précédemment, aucun feu ni brulage n'est autorisé sur le site. Compte tenu de l'absence de stockage de matières combustibles sur site, aucune zone à risque incendie ne sera identifiée. Le risque incendie de l'installation est très faible et se limite éventuellement à un départ de feu sur engin d'exploitation ou sur le groupe électrogène.

Compte tenu de l'absence de risque d'incendie significatif, uniquement les engins seront équipés d'extincteur pour lutter en cas de départ. Une notice d'utilisation des extincteurs comme ci-dessous sera affichée dans le bâtiment modulaire d'accueil.



Figure 23 : Notice d'utilisation des extincteurs du site

Par ailleurs, la probabilité de propagation d'un départ de feu sur le site vers l'extérieur est nulle.

## 6.2 MESURE D'HYGIENE, DE SECURITE ET D'ENVIRONNEMENT

Le port des équipements de protections individuelles sera obligatoire. Ils seront, à minima, composés de :

- Casques ;
- Chaussures ou bottes de sécurité ;
- Gants de protection pour tout contact avec les matériaux et terre ;
- Masques anti-poussières en cas de temps sec lors des travaux.

## 6.3 RISQUES LIEES AUX ACTIVITES

Les équipements du site seront conformes aux réglementations en vigueur. En cas d'incident ou d'accident, le personnel de la société est habilité pour ce type de travaux, et dispose des autorisations de conduite des engins.

Le site sera équipé de matériel de premier secours, accessible et adapté à la nature des risques identifiés.

En cas de chute ou d'accident, la procédure d'alerte est mise en place par le responsable sur site qui définit le mode de secours le plus approprié :

- Intervention de l'équipe interne (+trousse de secours) ;
- Alerte des services de secours extérieurs : médecin, pompiers ... ;
- Information et intervention de la hiérarchie.

## **6.4 ACCIDENTS LIES AUX TRANSPORTS**

Les camions circulant sur le site peuvent être à l'origine d'accidents ou de déversements accidentels de gasoil ou d'huile. Le risque d'accidents liés aux transports et à la circulation sur site reste cependant très faible voir nul.

Pour réduire un maximum ce risque, nous ferons en sorte d'avoir sur le site :

- Une bonne visibilité des camions à l'entrée du site
- Une faible rotation journalière des camions sur le site
- Une place suffisante pour réaliser les manœuvres
- Un sens de circulation indiqué à l'entrée du site
- Une limitation de 10 km sur le site

Conformément à l'article 11 de l'arrêté du 12 décembre 2014, l'installation sera accessible aux secours en cas de sinistre via l'entrée du site.



## 7 ASPECTS REGLEMENTAIRES

Conformément aux articles R512-46-3 et 4 du Code de l'Environnement, le présent chapitre vaut document justifiant du respect de l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime d'enregistrement relevant de la rubrique n°2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	Justifications et mesures mises en place
ARTICLE 1	<p>Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux installations de stockage de déchets inertes soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2760.</p> <p>A l'exclusion des articles 4 et 6 et du I des articles 5 et 7, qui ne sont pas applicables aux installations existantes, les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter du 1er janvier 2015.</p> <p>Ces dispositions s'appliquent sans préjudice :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- de prescriptions particulières dont peut être assorti l'arrêté d'enregistrement dans les conditions fixées par les articles L. 512-7-3 et L. 512-7-5 du code de l'environnement ;</li><li>- des autres législations ainsi que des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.</li></ul> <p>A compter du 1er janvier 2015, les prescriptions fixées avant cette date par arrêté préfectoral aux installations régulièrement autorisées en application de l'article L. 541-30-1 du code de l'environnement sont réputées constituer des prescriptions particulières prises au titre des articles L. 512-7-3 et L. 512-7-5 du code de l'environnement.</p>	<p>Pas de mesures à mettre en place.</p>

ARTICLE 2	<p>Au sens du présent arrêté, on entend par :</p> <p>« Déchet inerte » : un déchet visé par l'alinéa 4 de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</p> <p>« Emergence » : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'installation) ;</p> <p>« Zones à émergence réglementée » :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du dépôt de dossier d'enregistrement et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles ;</li><li>- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du dépôt de dossier d'enregistrement ;</li><li>- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date du dépôt de dossier d'enregistrement dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles ;</li></ul> <p>« Installation de stockage de déchets inertes » : installation de dépôt de déchets inertes, à l'exclusion des installations de dépôt de déchets où :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les déchets sont entreposés pour une durée inférieure à trois ans afin de permettre leur préparation à un transport en vue d'une valorisation dans un endroit différent ;</li><li>- les déchets sont entreposés pour une durée inférieure à un an avant leur transport sur un lieu de stockage définitif ;</li><li>- les déchets sont valorisés en conformité avec les articles L. 541-31 et suivants du code de l'environnement.</li></ul>	<p>Les déchets stockés au sein de l'ISDI seront uniquement des déchets inertes tels que définis par l'article R.541-8 du Code de l'Environnement à savoir les déchets définis dans le chapitre 3.4 de ce rapport.</p>
ARTICLE 3	<p>Sont exclus du champ d'application du présent arrêté :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les stockages de déchets radioactifs au sens de la directive 96/29/EURATOM du Conseil du 13 mai 1996 fixant les normes de base relatives à la protection sanitaire de la population et des travailleurs contre les dangers résultant des rayonnements ionisants ;</li><li>- les stockages de déchets à risques infectieux tels que définis dans le décret n° 97-1048 du 6 novembre 1997 relatif à l'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques et modifiant le code de la santé publique ;</li><li>- les stockages de déchets provenant de la prospection, de l'extraction, du traitement et du stockage de ressources minières, y compris les matières premières fossiles, et les déchets issus de l'exploitation des mines et carrières, y compris les boues issues des forages permettant l'exploitation des hydrocarbures ;</li><li>- les stockages dans des cavités naturelles ou artificielles en sous-sol.</li></ul>	<p>Les déchets stockés au sein de l'ISDI seront uniquement des déchets inertes tels que définis par l'article R.541-8 du Code de l'Environnement à savoir les déchets définis dans le chapitre 3.4 de ce rapport.</p>

ARTICLE 4	<p>L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement établie en conformité avec les articles R. 512-46-1 à R. 512-46-7 du code de l'environnement.</p> <p>L'installation est implantée hors zone d'affleurement de nappe, cours d'eau, plan d'eau, canaux et fossés, temporaires ou définitifs.</p> <p>L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation de l'installation afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.</p>	<p>Le dossier d'enregistrement a été établi conformément aux articles R.512-46-1 à R.512-46-7 du Code de l'Environnement.</p> <p>L'installation prévue est implantée en dehors de la zone d'affleurement de nappe. Aucun plan d'eau, cours d'eau, canaux et fossés, temporaires ou définitifs ne sont localisés sur le site.</p>
ARTICLE 5	<p>I. - Concernant les installations autorisées après l'entrée en vigueur du présent arrêté, l'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une copie de la demande d'enregistrement ;</li> <li>- le dossier d'enregistrement et le dossier qui l'accompagne, tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;</li> <li>- l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ;</li> <li>- le type de déchets inertes admissibles sur le site selon les libellés et codes de l'annexe II à l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li> <li>- la description du site, y compris les caractéristiques hydrogéologiques et géologiques ;</li> <li>- les différents documents prévus par le présent arrêté.</li> </ul> <p>II. - Concernant les installations autorisées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, l'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une copie de la demande d'autorisation ;</li> <li>- le dossier d'autorisation et le dossier qui l'accompagne tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;</li> <li>- l'arrêté d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ;</li> <li>- le type de déchets inertes admissibles sur le site selon les libellés et codes de l'annexe II à l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li> <li>- la description du site, y compris les caractéristiques hydrogéologiques et géologiques.</li> </ul>	<p>L'exploitant tiendra à jour un dossier regroupant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Une copie de la demande d'enregistrement ;</li> <li>- le dossier d'enregistrement initial et les dossiers de modifications tenus à jours et datés ;</li> <li>- L'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ;</li> <li>- Le type de déchets inertes admissibles sur le site selon les libellés et code de l'annexe II à l'article R. 541-8 du Code de l'Environnement.</li> <li>- La description du site, y compris les caractéristiques hydrogéologiques et géologiques.</li> </ul>
ARTICLE 6	<p>L'installation est implantée à une distance d'éloignement de :</p> <p>10 mètres des constructions à usage d'habitation, des établissements destinés à recevoir des personnes du public, des zones destinées à l'habitation ou des captages d'eau ;</p> <p>10 mètres des voies d'eau, voies ferrées ou voie de communication routières.</p> <p>En cas d'impossibilité technique de respecter ces distances, l'exploitant propose des mesures alternatives permettant d'assurer un niveau de nuisances des tiers équivalent.</p> <p>Les stockages sont éloignés d'une distance d'au moins 10 mètres par rapport à la limite du site.</p>	<p>Les constructions à usage d'habitation, des établissements destinés à recevoir des personnes du public, des zones destinées à l'habitation ou des captages d'eau les plus proches sont identifiés à 500m au Nord du site d'exploitation. (Commune de Saisseval)</p> <p>Les stockages seront éloignés d'une distance d'au moins 10 mètres par rapport à la limite du site, conformément aux plans et cadastres fournis dans ce dossier.</p> <p>Aucunes voies d'eau, voies ferrées ou voie de communication ne se situera à moins de 10 mètres de l'implantation d'installation.</p>

ARTICLE 7	<p>Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :</p> <p>I. - Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.).</p> <p>II. - Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont convenablement nettoyées.</p> <p>III. - Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin.</p> <p>IV. - Les surfaces où cela est possible sont engazonnées ou végétalisées, des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible.</p>	<p>Pour limiter les envols de poussières, l'entreprise SDC De Colnet prévoit d'aménager des aires de stationnement des véhicules et des voies de circulation. Des brumisateurs seront disponibles sur le site pour prévenir du soulèvement des poussières sous l'effet du vent ou autre élément divers.</p> <p>La vitesse de circulation sur site sera limitée à 10 km pour réduire au maximum les risques de suspension des poussières. De plus aucune habitation ne sera impactée.</p>
ARTICLE 8	<p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.</p> <p>L'ensemble de l'installation est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les limites du périmètre intérieur sont régulièrement débroussaillées et nettoyées. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.</p> <p>Les opérations de nettoyage doivent être conduites en limitant au maximum l'envol des poussières.</p>	<p>Comme dis précédemment dans le chapitre 5.1, le site est visuellement isolé, les impacts sur le paysage sont faibles de par l'absence d'habitations aux abords. Le site sera maintenu dans un bon état. Les remblais permettront une bonne intégration dans le paysage local.</p>
ARTICLE 9	<p>L'exploitant récapitule dans une notice, disponible sur site, les mesures mises en œuvre pour réduire l'impact sur l'environnement des opérations de transport, entreposage, manipulation ou transvasement de déchets (circulation, envol de poussières, bruit, etc.) conformément aux chapitres V, VI et VII du présent arrêté. Y sont également précisées les modalités d'approvisionnement et d'expédition (itinéraires, horaires, matériels de transport utilisés, limitation des vitesses sur le site en fonction des conditions météorologiques, etc.) ainsi que les techniques d'exploitation et aménagements.</p>	<p>L'exploitant mettra à disposition une notice disponible sur site récapitulant l'ensemble des mesures mises en place pour réduire l'impact sur l'environnement (transport, entreposage, envol de poussières...)</p> <p>Les modalités d'approvisionnement et d'expédition (itinéraires, horaires, matériels utilisés, limitation de vitesses...), ainsi que les techniques d'exploitations (processus de contrôle visuel, emplacement des différents amas de déchets) seront également précisées sur une notice disponible sur site.</p>
ARTICLE 10	<p>La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation. L'exploitant identifie sur une liste les produits dangereux, leur nature, la quantité maximale détenue, les risques de ces produits dangereux, grâce aux fiches de données de sécurité et sur un plan leur localisation sur le site. Ces documents sont disponibles sur le site. Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.</p>	<p>Aucun produit dangereux ne sera présent sur le site. La présence de produit combustible type carburant sera limitée à l'utilisation nécessaire pour les engins.</p>



ARTICLE 11	<p>L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte privée ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionné pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p>	<p>Un accès permanent sera prévu pour permettre l'accès des services d'incendie et de secours.</p> <p>Les véhicules d'exploitation seront sur l'ISDI et ne constitueront en aucun cas une gêne pour l'accessibilité des engins de secours.</p>
ARTICLE 12	<p>Des extincteurs sont répartis à l'intérieur de l'installation, bien visibles et facilement accessibles.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. Le registre de vérification périodique et de maintenance sont disponibles sur site.</p>	<p>Les engins disposeront d'extincteurs en cas de départ de feu. Ces extincteurs seront soumis aux réglementations en vigueur. De plus nous avons identifié que le départ de feu sur site est très peu probable.</p> <p>Une maintenance sera mise en place et un registre de vérification périodique et de maintenance sera mis à disposition sur le site.</p>
ARTICLE 13	<p>I. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est réalisé à l'abri des eaux météoriques et associé à une capacité de rétention adaptée au volume des récipients.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.</p> <p>Tout nouveau réservoir installé sous le niveau du sol est à double enveloppe.</p> <p>II. - Rétention et confinement.</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local.</p> <p>Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées ou, en cas d'impossibilité, traitées conformément aux dispositions du présent arrêté.</p>	<p>Aucun stockage de produit liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols ne sera présent sur site.</p>
ARTICLE 14	<p>I. - L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant, ayant suivi une formation de base sur la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que l'exploitation induit, des produits et déchets utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident ou d'accident. Les personnes autorisées sur site sont nommément identifiées dans une liste disponible sur site. Les préposés à la surveillance et à l'entretien des installations sont formés à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et familiarisés avec l'emploi des moyens de lutte contre l'incendie. Le personnel connaît les risques présentés par les installations en fonctionnement normal ou dégradé.</p> <p>II. - Des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p>	<p>Le personnel de l'exploitation sera en charge de contrôler les passages dans l'enceinte de l'installation de stockage. Le personnel autorisé sera identifié sur une liste disponible sur site.</p>

ARTICLE 15	Les conditions d'admission des déchets sont fixées par l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.	Les conditions d'admission des déchets fixées par l'arrêté concernant les ISDI relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature seront respectées.
ARTICLE 16	L'installation de stockage de déchets est protégée pour empêcher le libre accès au site. Ses entrées sont équipées de portails fermés à clé en dehors des heures d'ouverture. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations. Un seul accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire et exceptionnel.	Un seul accès principal sera équipé d'un portail fermé à clé en dehors des heures d'ouverture de l'installation. Le site sera clôturé pour empêcher l'accès au personnel non autorisé.
ARTICLE 17	L'installation est construite, équipée et exploitée afin que son fonctionnement ne soit pas à l'origine de vibrations dans les constructions avoisinantes susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci, et les bruits émis par les installations sont réduits au maximum. La livraison de déchets se fait en période diurne, sauf autorisation préfectorale spécifique.	Tous les engins présents dans l'enceinte de l'installation seront conformes aux prescriptions en matière de limitation d'émissions sonores. L'installation ne pourra être à l'origine de vibrations dans les constructions avoisinantes.
ARTICLE 18	Il est interdit de procéder au brûlage de déchets sur le site de l'installation de stockage.	Le brûlage de déchets est interdit sur le site de l'installation de stockage et sera clairement signalé sur le panneau de signalisation présent à l'entrée du site.
ARTICLE 19	Le déchargement des déchets directement dans la zone de stockage définitive est interdit. Une zone de contrôle des déchets est aménagée pour permettre le contrôle des déchets après déversements des bennes qui les transportent. Cette zone peut être déplacée suivant le phasage de l'exploitation du site. Cette zone fait l'objet d'un affichage particulier et de délimitations permettant de la situer. Une benne ne peut pas être déversée en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.	Le déchargement des déchets entrant se fera sur l'aire dédiée au contrôle visuel. Une zone dédiée sera aménagée et délimitée.
ARTICLE 20	L'organisation du stockage des déchets doit remplir les conditions suivantes : - elle assure la stabilité de la masse des déchets, en particulier évite les glissements ; - elle est réalisée de manière à combler les parties en hauteur avant d'étendre la zone de stockage pour limiter, en cours d'exploitation, la superficie soumise aux intempéries ; - elle doit permettre un réaménagement progressif et coordonné du site selon un phasage proposé par l'exploitant et repris dans le dossier d'enregistrement.	L'organisation du stockage de déchets sur l'exploitation remplira les conditions de manière à assurer la stabilité de la masse de déchets afin d'éviter les glissements. Le phasage d'exploitation et la méthode de réaménagement finale du site sont précisés dans ce dossier d'enregistrement.

ARTICLE 21	L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments nécessaires pour présenter les différentes phases d'exploitation du site.	Les éléments nécessaires pour présenter les différentes phases d'exploitation seront présents sur le site et à disposition de l'inspection des installations classées.
ARTICLE 22	<p>Un panneau de signalisation et d'information est placé à proximité immédiate de l'entrée principale, sur lequel sont notés :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- l'identification de l'installation de stockage ;</li><li>- le numéro et la date de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;</li><li>- la raison sociale et l'adresse de l'exploitant ;</li><li>- les jours et heures d'ouverture ;</li><li>- la mention : « interdiction d'accès à toute personne non autorisée » ;</li><li>- le numéro de téléphone de la gendarmerie ou de la police et des services départementaux d'incendie et de secours.</li></ul> <p>Les panneaux sont en matériaux résistants, les inscriptions sont inaltérables.</p>	<p>Un panneau de signalisation et d'information sera placé à proximité immédiate de l'entrée principale sur lequel sont notés :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- l'identification de l'installation de stockage ;</li><li>- le numéro et la date de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;</li><li>- la raison sociale et l'adresse de l'exploitant ;</li><li>- les jours et heures d'ouverture ;</li><li>- la mention : « interdiction d'accès à toute personne non autorisée » ;</li><li>- le numéro de téléphone de la gendarmerie ou de la police et des services départementaux d'incendie et de secours.</li></ul> <p>Les panneaux sont en matériaux résistants, les inscriptions sont inaltérables.</p>
ARTICLE 23	L'utilisation des eaux pluviales non polluées est privilégiée dans les procédés de nettoyage des installations et d'arrosage des pistes. Afin de limiter et de réduire le plus possible la consommation d'eau, des dispositifs de brumisation d'eau ou équivalents sont privilégiés chaque fois que possible.	L'arrosage et nettoyage des pistes seront réalisés si besoin via les eaux pluviales.
ARTICLE 24	<p>Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émission de poussières ou d'odeurs susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité.</p> <p>Les déchets inertes stockés sont humidifiés pour empêcher les envois de poussières par temps sec et lorsque la vitesse du vent le nécessite.</p>	<p>Comme expliqué précédemment dans cet enregistrement, toutes les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les émissions de poussières pour le voisinage. (Brumisateurs pour humidifier et éviter l'envol de particules, limitation des vitesses des engins sur site...) De plus, en raison de la situation isolée du site, aucune habitation ne se trouvera impactée par l'envol des poussières.</p>

<b>ARTICLE 25</b>	<p>L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières.</p> <p>Le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont décrits dans une notice disponible sur site. Un point permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond ») est prévu. L'exploitant met en place un réseau permettant de mesurer le suivi des retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi se fera selon les normes en vigueur par la méthode des jauges de retombées et en cas de difficultés, par la méthode des plaquettes de dépôt. Les exploitants qui participent à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte des mesures de retombées de poussières peuvent être dispensés de cette obligation si le réseau existant permet de surveiller correctement les effets de leurs rejets.</p> <p>Les normes utilisées pour mesurer les poussières sont les normes NF X 44-052 (version mai 2002) et NF EN 13284-1 (version mai 2002). La concentration en poussières de l'air ambiant à plus de 5 mètres de l'installation ne dépasse pas 200 mg/m<sup>2</sup>/j. Cette valeur limite s'impose à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée d'une demi-heure.</p> <p>L'exploitant adresse tous les ans à l'inspection des installations classées un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires, qui tiennent notamment compte des évolutions significatives des valeurs mesurées, des niveaux de production, des superficies susceptibles d'émettre des poussières et des conditions météorologiques lors des mesures.</p> <p>Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les résultats des mesures des émissions des cinq dernières années sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Au moins une fois par an, les mesures portant sur les rejets des poussières sont effectuées par un organisme agréé conformément à l'arrêté du 27 octobre 2011 ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées. Cette périodicité peut être aménagée en fonction des conditions climatiques locales.</p>	<p>L'exploitant assurera une surveillance de la qualité de l'air en mesurant les retombées de poussières, réalisées par un organisme agréé conformément à l'arrêté du 27 octobre 2011. Le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles sont installés et exploités les appareils de mesure seront précisés sur une notice disponible sur site.</p> <p>Un bilan des résultats des mesures sera effectué et transmis à l'Inspection des Installations Classées.</p>
-----------------------	---	---

ARTICLE 26	<p>I. - Valeurs limites de bruit.</p> <p>Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)</th><th>ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés</th><th>ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)</td><td>6 dB (A)</td><td>4 dB (A)</td></tr> <tr> <td>Supérieur à 45 dB (A)</td><td>5 dB (A)</td><td>3 dB (A)</td></tr> </tbody> </table> <p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p> <p>Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-avant.</p> <p>II. - Véhicules - engins de chantier.</p> <p>Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.</p> <p>L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p>	NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés	Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)	Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)	<p>Les émissions sonores de l'installation se limite aux émissions sonores des engins de chantier présents lors des opérations de remblaiement.</p> <p>Au regard de l'emplacement du site et de son isolement, les nuisances sonores seront très négligeables.</p> <p>Aucun appareil de communication par voie acoustique ne sera utilisé, sauf pour prévenir et signaler un incident ou accident grave.</p>
NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés									
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)									
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)									
ARTICLE 27	<p>Les dispositions du présent chapitre ne s'appliquent pas aux déchets inertes reçus par l'installation.</p> <p>De façon générale, l'exploitant organise la gestion des déchets dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés aux articles L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.</p>	Pas de justifications nécessaires									



ARTICLE 28	<p>L'exploitant prévoit au moins une benne de tri spécifique pour les déchets indésirables sur l'installation qui sont écartés dès leur identification.</p> <p>L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques. Les déchets sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>L'exploitant assure la traçabilité de ces déchets indésirables dans son registre conformément à l'arrêté du 29 février 2012.</p>	<p>Une benne de tri spécifique sera présente sur le site dans le cas où des déchets indésirables seraient identifiés, en cas de nécessité les déchets dangereux et non dangereux non inertes seront séparés des déchets inertes en amont. Même si dans les conditions d'exploitation aucun autre déchet que les déchets inertes codifiés 170504 ne peuvent transiter sur le site.</p>
ARTICLE 29	<p>L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.</p> <p>Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets dangereux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et protégées des eaux météoriques. La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la capacité mensuelle produite ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.</p> <p>L'exploitant assure la traçabilité de ces déchets dans son registre conformément à l'arrêté du 29 février 2012. Conformément à l'arrêté du 29 juillet 2005 susvisé, il émet un bordereau de suivi dès qu'il remet des déchets dangereux à un tiers.</p>	<p>Aucun déchet dangereux ne sera amené à transiter ou à être stocké sur le site. Dans le cas exceptionnel où des déchets dangereux transitent sur le site, ils seront triés et éliminés dans des filières spécifiques. Une traçabilité de ces déchets sera mise en place dans un registre, présent sur site.</p>
ARTICLE 30	<p>Dans le cas d'une situation accidentelle qui entraînerait l'émission directe ou indirecte de polluants figurant aux annexes de l'arrêté du 17 juillet 2009 susvisé, une surveillance est mise en place afin de vérifier que l'introduction de ces polluants dans les eaux souterraines n'entraîne pas de dégradation ou de tendances à la hausse significatives et durables des concentrations de polluants dans les eaux souterraines.</p>	<p>Pas de justifications nécessaires.</p>
ARTICLE 31	<p>L'exploitant déclare ses déchets conformément aux seuils et aux critères de l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.</p>	<p>Une déclaration des déchets et émissions polluantes conformément aux seuils et aux critères de l'arrêté du 31 janvier 2008 sera réalisée annuellement.</p>
ARTICLE 32	<p>L'exploitant tient à disposition des inspecteurs des installations classées un rapport détaillé de la remise en état du site précisant la nature et les épaisseurs des différentes couches de recouvrement et tous les aménagements à créer et les caractéristiques que le stockage de déchet doit respecter (compacité, nature et quantité des différents végétaux, infrastructures...).</p> <p>Le rapport contient aussi un accord du propriétaire du site si l'exploitant n'est pas le propriétaire et du maire de la commune d'implantation du site. La remise en état du site est conforme à ce rapport.</p>	<p>L'accord du propriétaire et du maire de la commune de Saisseval seront conservés dans un document d'exploitation présent sur le site et seront à disposition des inspecteurs des installations classées.</p>

ARTICLE 33	<p>Une couverture finale est mise en place à la fin de l'exploitation de chacune des tranches issues du phasage proposé par l'exploitant et repris dans l'autorisation préfectorale d'exploiter. Son modelé permet la résorption et l'évacuation des eaux pluviales compatibles avec les obligations édictées aux articles 640 et 41 du code civil. La géométrie en plan, l'épaisseur et la nature de chaque couverture sont précisées dans le plan d'exploitation du site.</p> <p>Les aménagements sont effectués en fonction de l'usage ultérieur prévu du site, notamment ceux mentionnés dans les documents d'urbanisme opposables aux tiers. Dans tous les cas, l'aménagement du site après exploitation prend en compte l'aspect paysager.</p> <p>L'aménagement ne peut pas comporter de création de plan d'eau qui entraîne la mise en contact des déchets stockés avec de l'eau.</p>	<p>A la fin de l'exploitation et une fois le remblaiement finalisé, le réaménagement du site consistera à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Former une couche de terres végétales par le régalage de terres végétales présentes sur le site.</li><li>- Revégétaliser la zone d'exploitation pour permettre l'intégration paysagère du site dans l'environnement.</li></ul>
ARTICLE 34	<p>A la fin de l'exploitation, l'exploitant fournit au préfet du département dans lequel est située l'installation un plan topographique du site de stockage à l'échelle 1/500 qui présente l'ensemble des aménagements du site.</p> <p>Une copie de ce plan du site est transmise au maire de la commune d'implantation de l'installation, et au propriétaire du terrain si l'exploitant n'est pas le propriétaire.</p>	<p>A la fin de l'exploitation, l'exploitant fournira un plan topographique du site de stockage à l'échelle 1/500 pour le préfet de la Somme, le maire de Saisseval et pour le propriétaire du terrain qui présentera l'ensemble des aménagements effectués sur le site.</p>

# ANNEXES

# **ANNEXE 1**

## **AUTORISATION DE LA COMMUNE**

Annexe 1 : Accord de la commune

MAIRIE DE SAISSEVAL  
2 RUE D'AIRAINES  
80540 SAISSEVAL

Le 20 juin 2017

Monsieur le Maire de Saisseval

A

M. Arnaud Van Den Bossche  
Ferme des Romonts  
80 540 Saisseval

Objet : PA n° 080 723 15 P 0001

Monsieur,


J'ai l'honneur de vous informer que votre permis d'aménager n° 080 723 15 P0001 fait l'objet d'un accord tacite depuis le 5 mai 2016.

A partir de cette date vous pouvez commencer les travaux après avoir :

- Affiché sur le terrain le récépissé sur lequel la mairie a mis son cachet pour attester la date de dépôt du permis d'aménager.
- Installé sur le terrain pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Vous trouverez le modèle de panneau sur le site internet urbanisme du gouvernement, aussi que dans la plupart des magasins de matériaux.

**Attention : la décision de non-opposition n'est définitive qu'en absence de recours.** En effet, dans un délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers devant le Tribunal Administratif. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu de vous en informer au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

  
Philippe PLUQUET

Département de la Somme - Mairie de SAISSEVAL - tel 03.22.38.95.12  
Mail : mairie-saisseval@wanadoo.fr



# **ANNEXE 2**

## **AUTORISATION DU PROPRIETAIRE**

Annexe 2 : Convention entre le propriétaire et SDC De Colnet

**CONVENTION**

**ENTRE LES SOUSSIGNES :**

**SDC DE COLNET**

Chemin du Grand Riez 80330 CAGNY, immatriculée au Registre du Commerce AMIENS 388249245, représentée à l'effet des présentes par Monsieur DE COLNET Bruno.

Ci-après dénommée «SDC DE COLNET»

D'une part,

**ET**

Monsieur CASSARANO Jean-Claude,

1 Rue Boucher-de-Perthes, 62200 BOULOGNE SUR MER

Agissant en qualité de gestionnaire de la parcelle cadastrée ZC32 de la commune de SAISSEVAL, pour le compte de Monsieur VAN DEN BOSSCHE propriétaire de la parcelle concernée,

Ci-après dénommé «CASSARANO»

D'autre part,

**IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :**

**Article 1 : Objet de la convention**

La présente convention a pour objet :

- D'une part autoriser la société SDC DE COLNET, à procéder à la mise en dépôt de terre et de matériaux inertes provenant de différents chantiers, sur une partie de la parcelle cadastrée ZC 32 de la commune de SAISSEVAL (80540 Lieu-dit « Le Romont »), appartenant à M. VAN DEN BOSSCHE et pour laquelle M. CASSARANO Jean-Claude - 1 Rue Boucher-de-Perthes, 62200 BOULOGNE SUR MER est le gestionnaire :
  - o La partie réservée au stockage de déchets inertes et concernant la présente convention porte sur une partie de la parcelle ZC32 sur une surface de l'ordre de 3 ha 22a 15ca (cf. plan annexe).
  - o Les droits de remblais sont estimés à 89 342 M3.
- D'autre part de définir les conditions y compris financières suivant lesquelles cette mise en dépôt doit être réalisée.

**Article 2 : Autorisation**

Le propriétaire autorise via M. CASSARANO Jean-Claude, agissant en qualité de gestionnaire de cette parcelle, la société SDC DE COLNET, de façon exclusive, à user de ces droits de remblais sur les terrains concernés.

De plus, compte tenu que l'activité de stockage de matériaux inertes est soumise à la réglementation ICPE au titre de la rubrique 2760-3 de la nomenclature ICPE (ISDI - Installation de Stockage de Déchets Inertes), le propriétaire s'engage à transmettre à SDC DE COLNET, les autorisations nécessaires que SDC DE COLNET inclura dans sa demande d'autorisation d'exploiter.

Cette autorisation est consentie à titre provisoire pour une durée de 6 ans (SIX ANS) à compter de la réception de l'autorisation d'exploiter la future ISDI délivrée par la Préfecture de la Somme. Les 2 parties conviennent de la possibilité de prolonger la durée d'exploitation et de la présente convention sans contrepartie financière (sous réserve de l'obtention de l'autorisation préfectorale le cas échéant).

Il est précisé que les usages liés à cette convention et cette autorisation pourront être apportées par SDC DE COLNET à toute structure dans laquelle elle se trouverait être associée ou actionnaire.

### **Article 3 : Dispositions particulières**

La société SDC DE COLNET :

- S'engage, dès la signature de la présente convention, à déposer dans les meilleurs délais un dossier de demande d'exploiter l'installation de stockage de déchets inertes (ICPE soumise à enregistrement) à la Préfecture de la Somme.
- S'engage à respecter l'arrêté du 12 Décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n°2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
- S'engage à ne déverser sur le terrain que des déblais INERTES liés à son activité.
- Devra prendre les mesures nécessaires pour assurer « la sécurité et le bon nettoyage » au droit des chemins d'accès du terrain et créer ceux nécessaires au lieu de dépôt ; M. CASSARANO se portant fort pour mettre à disposition les terrains indispensables à ces accès.
- Signalera par des panneaux, l'interdiction de pénétrer dans la zone intéressée.
- Procèdera au décapage de la terre végétale de façon à la remettre en place après comblement.
- Respectera l'altimétrie des terrains tel qu'elle sera définie dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter. Une barrière sera posée à l'entrée du site et fermée par un cadenas ; le site sera clôturé ; la sortie du site sera signalée par un panneau « STOP » et des panneaux seront posés sur la route départementale signalant le chantier.
- Entretiendra périodiquement l'accès au site.
- Contractera toutes assurances utiles pour couvrir l'ensemble des risques et fournira à première demande une attestation d'assurance confirmant la couverture de sa responsabilité civile.

M. CASSARANO :

- S'engage à fournir à la société SDC DE COLNET tous les documents nécessaires à l'obtention des autorisations permettant l'exploitation du site.

**Article 4 : Redevance****Article 5 : Résiliation**

La présente convention pourra être résiliée sans préavis par SDC DE COLNET et les redevances cesseront d'être versées dans l'hypothèse qu'une réglementation et/ou une loi viendrait à paraître et rendrait impossible ou trop onéreuse la poursuite de la mise en dépôt des déchets inertes.

Elle pourra être également résiliée dans les mêmes conditions si la poursuite de l'exploitation se révélait impossible pour des conditions non imputables à SDC DE COLNET et sans qu'aucune faute ne soit imputable à SDC DE COLNET.

Dans les deux cas précités, la redevance sera payée au prorata temporis.

La présente convention pourra être résiliée par M. CASSARANO en cas de défaillance de SDC DE COLNET dans l'exploitation du site : ces constats de défaut d'exploitation n'étant uniquement effectués par l'inspection des Installations Classées.

**Article 6 : Entrée en vigueur**

L'exploitation des terrains concernés et le paiement de la redevance y afférent entreront en vigueur après l'obtention des autorisations nécessaires à l'exploitation du site, conformément à la réglementation en vigueur.



**Article 7 : Reprise d'engagement par les ayants droit de M. CASSARANO**

En cas de décès de M. CASSARANO avant le terme de présente convention, ses ayants droit, fussent-ils protégés, seront tenus à la réalisation de la présente convention dans les mêmes conditions que leur auteur.

La société SDC DE COLNET pourra demander, dans un délai de 15 jours du moment où il a eu connaissance du décès de M. CASSARANO, à être dégagé de la présente convention.

**Article 8 : Litige**

En cas de différent relatif à l'exécution ou à l'interprétation de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre le litige à l'amiable, à défaut le Tribunal de Commerce de AMIENS sera seul compétent.

Fait à CAGNY, le 22/11/2018

En deux exemplaires originaux pour chacune des parties signataires.

Pour la société *SDC de COLNET*

Pour Mr CASSARANO

  
**SDC de COLNET**  
Chemin du Grand Riez - Z.A.  
- 80330 CAGNY  
LOCATION MATERIEL - TP - TERRASSEMENT  
DEMOLITION - VRD - DESAMIANTAGE  
Tél. 03 22 48 64 84 - Fax 03 22 48 64 83  
SIRET 388 249 246 00026 - APE 4312 A  
www.sdcolnet.com





# ANNEXE 3

EXTRAIT DU KBIS

Annexe 3 : Extrait du KBis 2018

Greffe du Tribunal de Commerce d'Amiens  
18 RUE LAMARTINE  
BP 40201  
80002 AMIENS CEDEX 1Code de vérification : UFwTfp25R  
<https://www.infogreffe.fr/contrôle>

N° de gestion 1992B00239

**Extrait Kbis****EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS**  
à jour au 18 octobre 2018**IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE**

<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	388 249 245 R.C.S. Amiens
<i>Date d'immatriculation</i>	24/07/1992
<i>Dénomination ou raison sociale</i>	<b>SDC DE COLNET</b>
<i>Forme juridique</i>	Société par actions simplifiée
<i>Capital social</i>	285 000,00 Euros
<i>Adresse du siège</i>	Chemin DU RIEZ 80330 Cagny
<i>Activités principales</i>	Terrassement, manutention au moyen de pelles hydrauliques, démolition, déblaiement, Desamiantage, assainissement et voirie, travaux agricoles, transports publics routiers de marchandises et location de véhicules industriels avec conducteur commerce machines pour extraction, construction et génie civil, vente, location, réparation, entretien, équipements et matériels de Btp, vente pièces, matériels produits et services associés (Service après vente et maintenance)
<i>Durée de la personne morale</i>	Jusqu'au 23/07/2052
<i>Date de clôture de l'exercice social</i>	30 juin

**GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTRÔLE, ASSOCIÉS OU MEMBRES****Président**

<i>Dénomination</i>	SDC FINANCES
<i>Forme juridique</i>	Société à responsabilité limitée
<i>Adresse</i>	1 Rue Gribeauval 80000 Amiens
<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	538 772 377 RCS Amiens

**Commissaire aux comptes titulaire**

<i>Dénomination</i>	SARL ACTIS BAKER TILLY
<i>Adresse</i>	Rue Mathias Sandorf Immeuble Kéréon 80440 Boves
<i>Immatriculation au RCS</i>	Amiens

**Commissaire aux comptes suppléant**

<i>Nom, prénoms</i>	KRUMBANK Grégory
<i>Nationalité</i>	Française
<i>Domicile personnel ou adresse professionnelle</i>	Rue Mathias Sandorf Immeuble Kéréon 80440 Boves

**RENSEIGNEMENTS RELATIFS À L'ACTIVITÉ ET À L'ÉTABLISSEMENT PRINCIPAL**

<i>Adresse de l'établissement</i>	Chemin DU RIEZ 80330 Cagny
<i>Activité(s) exercée(s)</i>	Terrassement, manutention au moyen de pelles hydrauliques, démolition, déblaiement, Desamiantage, assainissement et voirie, travaux agricoles, transports publics routiers de marchandises et location de véhicules industriels avec conducteur commerce machines pour extraction, construction et génie civil, vente, location, réparation, entretien, équipements et matériels de Btp, vente pièces, matériels produits et services associés (Service après vente et maintenance)
<i>Date de commencement d'activité</i>	01/05/1992
<i>Origine du fonds ou de l'activité</i>	Achat
<i>Mode d'exploitation</i>	Exploitation directe

Greffé du Tribunal de Commerce d'Amiens  
18 RUE LAMARTINE  
BP 40201  
80002 AMIENS CEDEX 1

N° de gestion 1992B00239

#### OBSERVATIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

- Mention du 24/07/1992

Historique des observations RCS : -Acte constitutif déposé au Greffe le 16/07/1992 et publié dans PICARDIE-LA GAZETTE du 30/06/1992.  
-MODIFICATION DU 27/07/1994 : Fonds de location de matériels, travaux publics, travaux agricoles, sis à SAINS-EN-AMIENOIS (80680) acquis par achat au prix de 1.950.700 F de Mr DE COLNET Bruno à compter du 1/07/1994 (Journal : PICARDIE-LA GAZETTE du 12/07/1994).  
-MODIFICATION DU 20/12/1996 : Acquisition d'un fonds de Commerce de terrassement exploité sis à BECORDEL BECOURT (80300) au prix de 150.000 F de Mr VILLAIN Jacques (RCS PERONNE 307 271 312) à compter du 17/10/1996 (Journal : PICARDIE-LA GAZETTE du 22/10/1996 et 1er avis publié au BOACC du 13/12/1996), rattachement de cette activité au siège social sis à SAINS-EN-AMIENOIS (80680) -MODIFICATION DU 7/04/1998 : Vente de la partie collecte de gravats à la Sté AUBINE ONYX, à compter du 30/12/1997.

- Mention n° F15/005865

Concernant l'établissement secondaire sis à ROYE, la cession du fonds de commerce a été régularisée par acte du 22 Mai 2015

- Mention n° F17/002694 du 13/04/2017

Fermeture d'un établissement secondaire sis Zone Industrielle Nord 80700 ROYE à compter du 28/02/2017

Le Greffier



FIN DE L'EXTRAIT

# **ANNEXE 4**

**CARTE DU SITE A L'ECHELLE 1/25 000**

Annexe 4: Carte du site à l'échelle 1/25 000

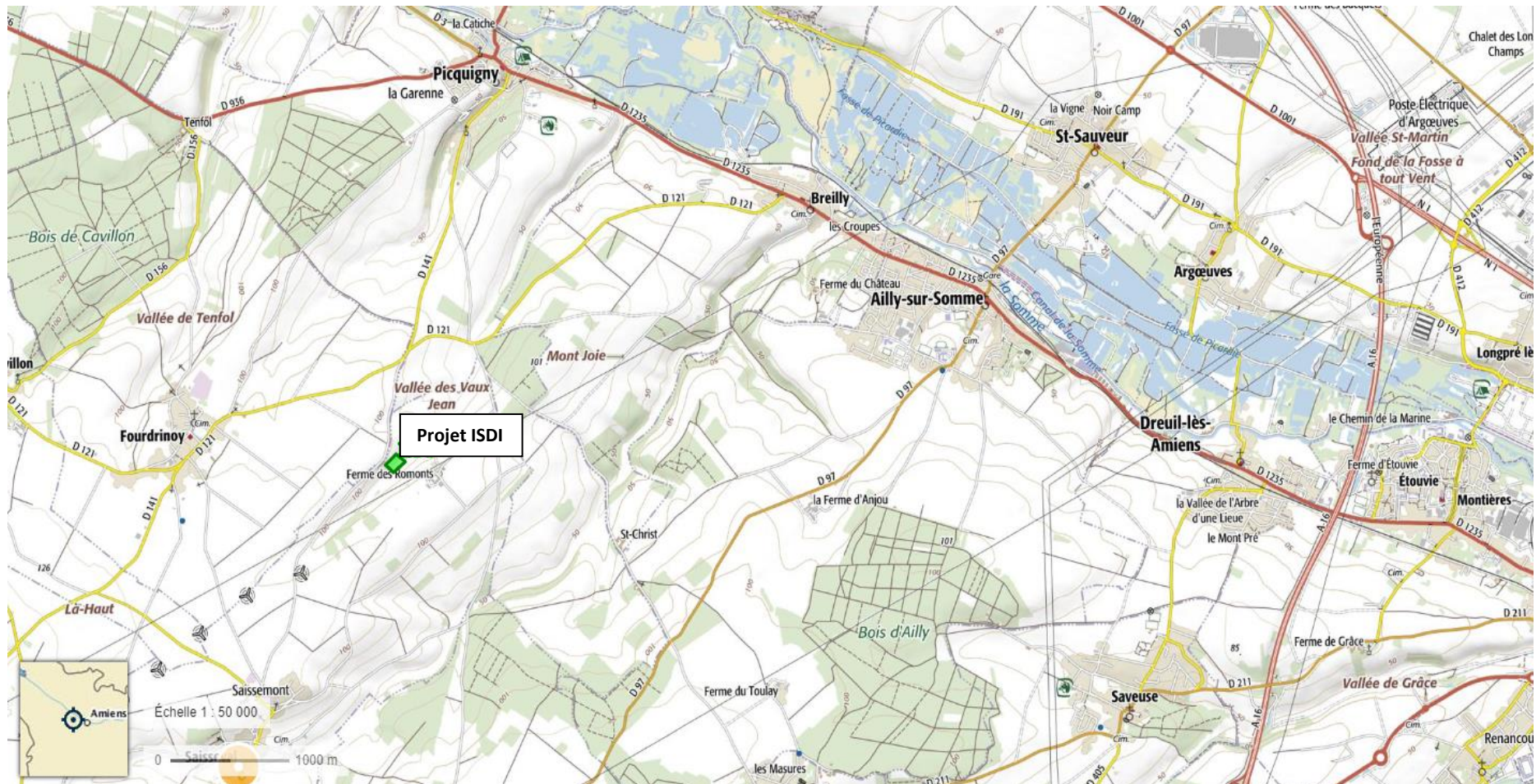




# ANNEXE 5

**LOCALISATION DU SITE A L'ECHELLE 1/50 000**

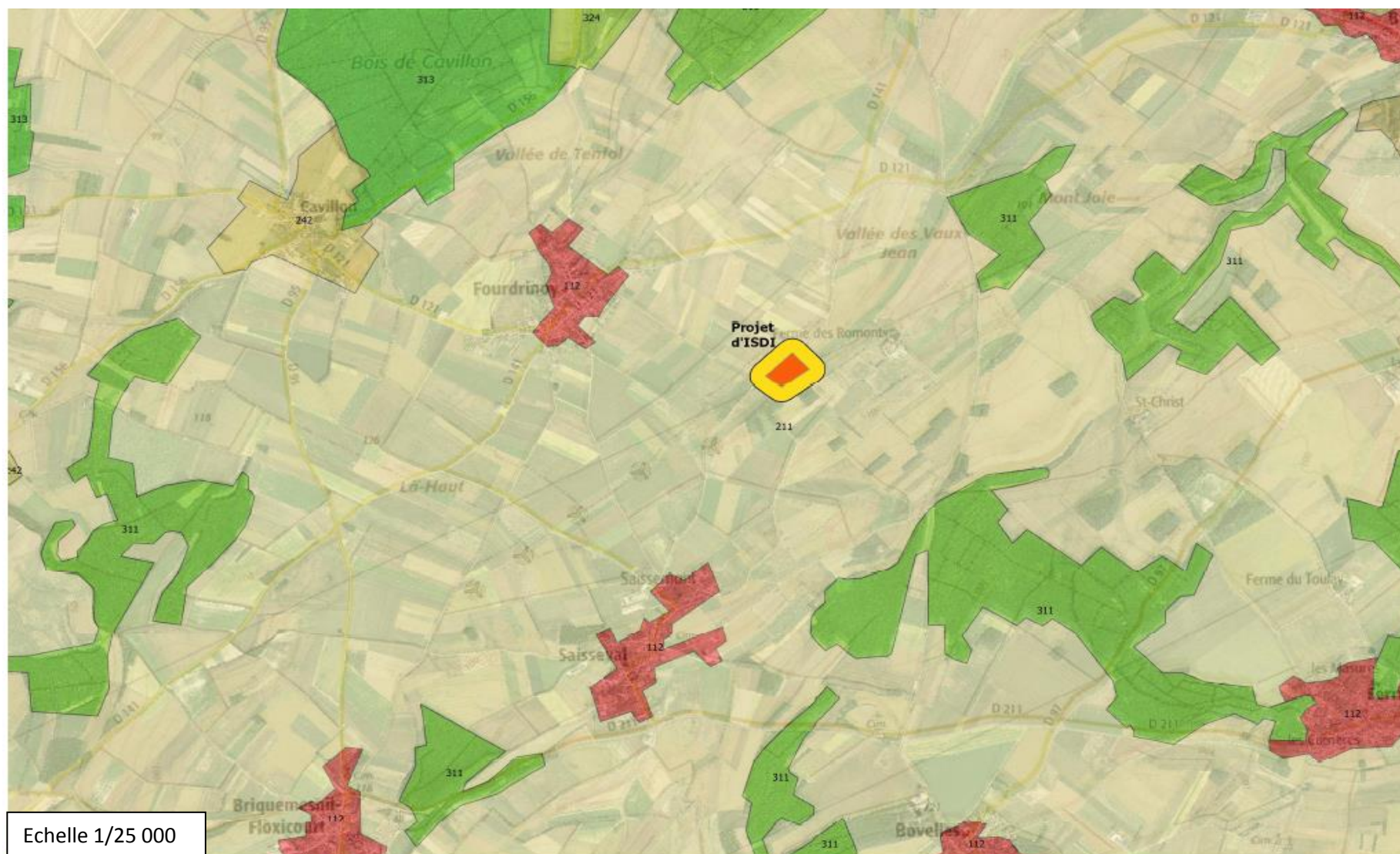
Annexe 5 : Localisation du site à l'échelle 1/50 000



# ANNEXE 6

## PLAN DES ABORDS DU SITE





Annexe 6: Plan des abords du site

- |   |  |
|---|--|
| <span style="display: inline-block; width: 15px; height: 15px; background-color: yellow; border: 1px solid black;"></span> 100 m autour du site                               | <span style="display: inline-block; width: 15px; height: 15px; background-color: #f9e79f; border: 1px solid black;"></span> 243 -Surfaces agricoles interrompues par des espaces naturels importants |
| <b>Occupation du Sol (CLC 2012)</b>   |  |
| <span style="display: inline-block; width: 15px; height: 15px; background-color: #e31a1c; border: 1px solid black;"></span> 112 -Tissu urbain discontinu                      | <span style="display: inline-block; width: 15px; height: 15px; background-color: #99d8c9; border: 1px solid black;"></span> 311 -Forêts de feuillus  |
| <span style="display: inline-block; width: 15px; height: 15px; background-color: #fff2cc; border: 1px solid black;"></span> 211 -Terres arables hors périmètres d'irrigation  | <span style="display: inline-block; width: 15px; height: 15px; background-color: #d4edda; border: 1px solid black;"></span> 313 -Forêts mélangées  |
| <span style="display: inline-block; width: 15px; height: 15px; background-color: #fff9c4; border: 1px solid black;"></span> 231 -Prairies                                     | <span style="display: inline-block; width: 15px; height: 15px; background-color: #d4edda; border: 1px solid black;"></span> 324 -Forêt et végétation arbustive en mutation                           |
| <span style="display: inline-block; width: 15px; height: 15px; background-color: #fff2cc; border: 1px solid black;"></span> 242 -Systèmes cultureux et parcellaires complexes | <span style="display: inline-block; width: 15px; height: 15px; background-color: #d1ecf1; border: 1px solid black;"></span> 411 -Mairais intérieurs  |
|   | <span style="display: inline-block; width: 15px; height: 15px; background-color: #d1ecf1; border: 1px solid black;"></span> 512 -Plans d'eau   |

# ANNEXE 7

## PLAN D'ENSEMBLE DU SITE



Annexe 7: Plan d'ensemble du site



# ANNEXE 8

**PLAN DES ABORDS AU 100M - ECHELLE 1/300**

Annexe 8 : Plan des abords au 100m - échelle 1/300



# ANNEXE 9

## PLAN DE CADASTRE



Annexe 9 : Plan de cadastre de l'ISDI

<p>Département : SOMME</p> <p>Commune : SAISSEVAL</p>	<p>DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES</p> <p>-----</p> <p>EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL</p> <p>-----</p>	<p>Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant : Pôle topographique de la Somme 1-3 rue Pierre Rollin 80023 80023 AMIENS CEDEX 3 tél. 03.22.46.83.27 - fax ptgc.800.amiens@dgif.finances.gouv.fr</p>
<p>Section : ZC Feuille : 000 ZC 01</p> <p>Échelle d'origine : 1/2000 Échelle d'édition : 1/5000</p> <p>Date d'édition : 10/12/2018 (fuseau horaire de Paris)</p> <p>Coordonnées en projection : RGF93CC50 ©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics</p>	<p>Cet extrait de plan vous est délivré par :</p> <p style="text-align: center;">cadastre.gouv.fr</p>	

